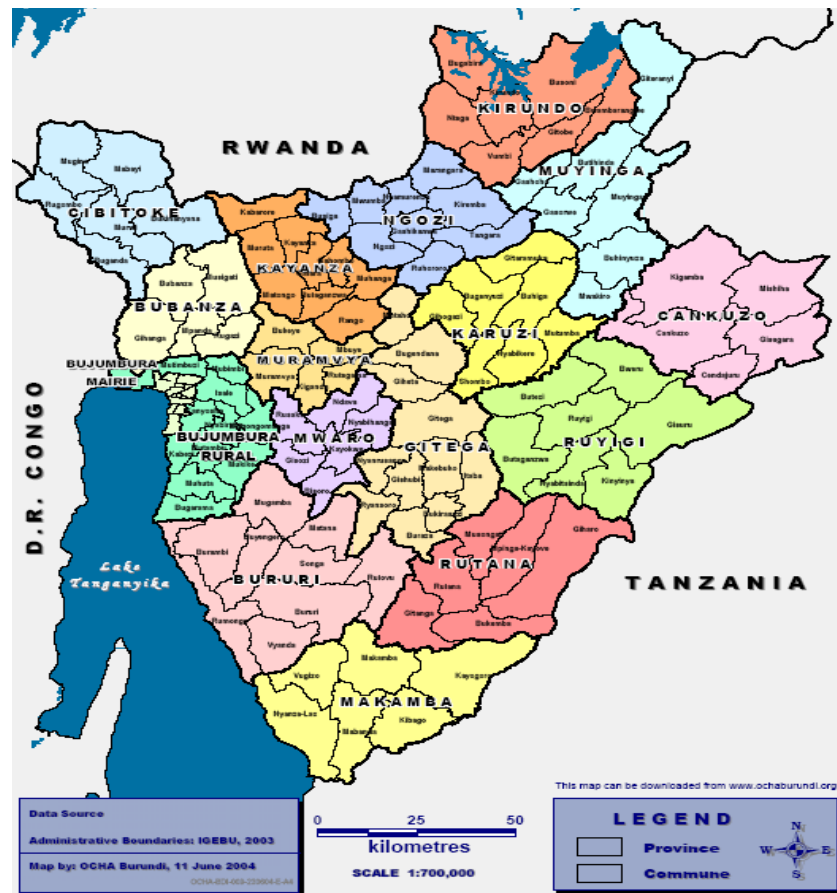




PLAN DE CONTINGENCE NATIONAL DE GESTION DES URGENCES



Date d'actualisation du Plan	Mai 2012
Période couverte par le Plan	Juin 2012 – Décembre 2012
Mise à jour	Janvier 2013
Numéro de la version	Version 2
Participants	Membres de la Plate-forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes, les Gouverneurs de Province, les Représentants de : Système des Nations Unies, OCHA NAIROBI et BUKAVU, Société Civile, Croix Rouge, ONGs Internationales et locales, les Acteurs DMU-SSR, ainsi que Six formateurs nationaux en élaboration des plans de contingence.
Résumé des informations relatives à son actualisation	Le Plan de contingence est un outil de gestion destiné à la préparation et à la réponse aux catastrophes. Propriété de l'administration, il est partagé avec tous les acteurs impliqués dans la gestion des catastrophes. Le bureau de la Plate-forme Nationale a joué le rôle de facilitateur dans la conduite du processus de son actualisation. UNFPA et Pathfinder International ont cofinancé tout le processus d'actualisation de ce plan.

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES.....	4
RESUME EXECUTIF.....	5
INTRODUCTION	Erreur ! Signet non défini.
I. ANALYSE DU CONTEXTE ACTUEL	9
2. PROFIL D'URGENCE DU BURUNDI	28
3 HIERARCHISATION DES RISQUES POUR LES SIX PROCHAINS MOIS.....	30
4-5&6. DEFINITION DES SCENARII-PLANS DE REPONSE ET DE PREPARATION GLOBAUX	32
GRANDES LIGNES DE LA REPONSE ENVISAGEE : PLAN DE REPONSE GLOBAL.....	37
PLAN DE PREPARATION GLOBAL :	38
Contingence : INSECURITE ALIMENTAIRE.....	39
GRANDES LIGNES DE LA REPONSE ENVISAGEE : PLAN DE REPONSE GLOBAL...	Erreur ! Signet non défini.
Contingence : Inondations	43
GRANDES LIGNES DE LA REPONSE ENVISAGEE : PLAN DE REPONSE GLOBAL...	Erreur ! Signet non défini.
Contingence : Mouvements sismiques.....	46
GRANDES LIGNES DE LA REPONSE ENVISAGEE : PLAN DE REPONSE GLOBAL...	Erreur ! Signet non défini.
CONTINGENCE 6 : VENTS VIOLENTS.....	49
GRANDES LIGNES DE LA REPONSE ENVISAGEE : PLAN DE REPONSE GLOBAL...	Erreur ! Signet non défini.
7&8 PLANS REPONSE ET DE PREPARATION SECTORIELS/PAR ACTEUR.....	52
i) PLAN DE PREPARATION SECTORIEL.....	52
ii) PLAN DE REPONSE SECTORIEL.....	62
MSPLS/Objectif Global de Réponse : Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité due au cholera par une prise en charge adéquate	63
9. MECANISMES DE MOBILISATION DES RESSOURCES	74
Aperçu du système de financement.....	74
Quelques défis financiers.	74
Mécanismes de financement durables	74

Création d'un fonds spécial de PRGC	75
Mobilisation des ressources financières	75
Mécanismes de gestion	75
Schéma récapitulatif de Mécanismes de Gestion	76
10. MECANISMES DE COORDINATION	77
Schéma de montage institutionnel national de coordination.....	77
Mécanismes de coordination	77

ANNEXES

(I) ANNEXE I : Mot d'accueil du Président de la Plate Forme nationale.....	78
(II) ANNEXE II : Discours du Coordonateur Résident ai.....	81
(III) ANNEXE III : Discours du Représentant du MSP.....	84
(IV) ANNEXE IV : Liste des participants.....	86

LISTE DES ACRONYMES

Abréviation	Signification
C1, C2, C3, C4, C5, C6	Contrainte N ° 1, Contrainte N°2, Contrainte N°3, etc.
CAH	Cadre d'Action de Hyōgo
CCF	Cellule de Commandent Fixe
CCMP	Comité Communal Mixte de Planification
CCO	Cellule de Commandement Opérationnel
CCOU	Centre Communal des Opérations d'Urgence
CHP	Centre Hospitalier Provincial
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CNCF	Comité National de Commandement Fixe
CPCF	Comité Provincial de Commandement Fixe
CPCOM	Cellule Provinciale de Commandement Opérationnel Mixte
CPMP	Cellule Provinciale Mixte de Planification
CPOU	Centre Provincial des Opérations d'Urgence
CRB	Croix Rouge Burundaise
CRS	Catholic Relief Service
CSCMO	Comité Sectoriel Communal Mixte des Opérations
DMU-SSR	Dispositif Minimum d'Urgence en Santé Sexuelle et Reproductive
FAB	Force Armée Burundaise
EDSB	Enquête Démographique de Santé du Burundi 2010
ENP TB-VIH	Enquête Nationale sur la Prévalence du Tuberculose-VIH
ENS	Enquête Nationale de Séroprévalence
FAO	Food and Agriculture Organisation
H1, H2, H3, H4, H5, H6	Hypothèse de planification N ° 1, Hypothèse de planification N ° 2, Hypothèse de planification N ° 3, etc.
MSP	Ministre de la Sécurité Publique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCN	Plan de Contingence National
PPCDR	Programme Post Conflit de Développement Rural
RGPH	Recensement Général de la Population et Habitat
R1, R2, R3, R4, R5, R6	Réponse N°1, Réponse N°2, Réponse N°3, Réponse N°4, Réponse N°5, Réponse N°6,
RDC	République Démocratique du Congo
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population

PLAN DE CONTINGENCE NATIONAL DE GESTION DES URGENCES

RESUME EXECUTIF

De par le passé, le Burundi connaît des catastrophes d'ampleur variée dues aux facteurs endogènes et exogènes. La récurrence et la sévérité de certaines d'entre elles leur attribuent le caractère de dangereux et dévastateur au moment où le pays accuse une faiblesse du mécanisme de gestion (prévention, mitigation, préparation, réponse et coordination) et une inadéquation des ressources humaines, matérielles et financières disponibles.

Les leçons tirées de cette situation nous suggèrent désormais d'apprendre à vivre avec les catastrophes. Cela requiert, entre autres, le maintien d'une bonne préparation avec l'actualisation du plan de contingence national, admis comme un outil de gestion utilisé pour garantir que les dispositions adéquates soient prises en anticipation aux crises au niveau national.

L'actualisation du Plan de Contingence National qui intègre les concepts DMU-SSR en situations de crise s'inscrit dans un contexte actuellement marqué par les conflits sociopolitiques dans certaines localités du pays, d'importants dégâts matériels et humains causés par les accidents routiers, l'insécurité alimentaire consécutive aux changements climatiques, les maladies à potentiel épidémique dont la récente épidémie du choléra dans les localités riveraines du Lac Tanganyika, la saison pluvieuse occasionnant des inondations dans la plaine de l'Imbo, etc.

La situation telle que décrite ci-haut appelle les intervenants dans le domaine des urgences à la vigilance sans égal matérialisée par des actions concrètes de préparation de la réponse aux urgences en anticipation d'une crise prévisible telle que le recommande la 5ème priorité du CAH ainsi libellée : « Se préparer et se tenir prêt à agir ».

Il est apparu que par méconnaissance, la préparation de la réponse aux urgences ne tient pas compte des notions du Dispositif Minimum d'Urgence en Santé Sexuelle et Reproductive. Ce n'est qu'avec la formation Pays sur le DMU-SSR en situation de crise qui a eu lieu à Bujumbura en Juillet 2011 recommandée par SPRINT AFRICA qui a organisé les assises de Nairobi au Kenya et Douala au Cameroun tenues respectivement en Octobre 2010 et Mai 2011 que les acteurs humanitaires ont commencé à se familiariser avec ces nouvelles notions. Après la validation du Plan d'Action National DMU-SSR, l'équipe des coordonateurs nationaux DMU-SSR s'active pour sa mise en œuvre : le Comité National de Coordination DMU-SSR sera bientôt établi et fonctionnel.

L'analyse de la situation des risques et des catastrophes au Burundi dévoile alors une réalité complexe et multidimensionnelle, alimentée par un cumul des facteurs de vulnérabilité, qui peuvent perdurer et qui fragilisent dangereusement les capacités de résilience des populations. Les catastrophes enregistrées ces dernières années ont aussi apporté la preuve que les défis en place relèvent surtout de situations découlant de la menace déterminée par la précarité des équilibres ou le déséquilibre brutal entre les besoins des populations et les possibilités de services à disposition.

Les participants à l'atelier d'actualisation du plan de contingence national tenu du 04 au 06 octobre 2011 à Ngozi et du 03 au 04 Mai 2012 à Kayanza ont défini le profil d'urgence du Burundi pour une période de six mois qui comporte six risques majeurs repris comme suit par ordre de priorité: (i)

conflits sociopolitiques, (ii) Insécurité alimentaire, (iii) risque sismique, (iv) épidémies (cholera, paludisme...), (v) inondations, (vii) vents violents.

Pour tous ces risques, les participants ont retenu les scénarii des pires cas pour l'accomplissement de l'exercice de planification : beaucoup de décès, de blessés et de sans abris, beaucoup d'infrastructures socio-économiques et des dégâts environnementaux sont enregistrés suite au non respect des normes de construction et au déboisement abusif.

Pour y faire face, ce plan de contingence actualisé se fixe comme but : *de minimiser la réalisation des risques, d'établir, avec la préparation, un état de veille permanent et de répondre aux catastrophes par une réponse comprise en termes de secours d'urgence et de relèvement précoce, pour la protection des droits et du bien-être des populations affectées (dont les enfants, les femmes et les autres vulnérables), à la fois bénéficiaires et acteurs. La notion de DMU-SSR en situation de crise occupe une place de choix dans cette planification nationale de préparation de la réponse aux urgences.*

Le présent plan de contingence poursuit comme but la création d'un environnement protecteur, qui réduise les risques et menaces de catastrophes, qui assure la survie des populations affectées, la protection et l'accomplissement de leurs droits fondamentaux ainsi que leur bien-être et qui sauvegarde leur dignité face aux catastrophes.

La réalisation de cet environnement nécessite :

- l'appropriation des problématiques liées à la gestion des catastrophes par tous les acteurs, pour la maximisation des avantages comparatifs, que porte chacun d'eux et leurs partenaires ; de même que les ressources disponibles à leur niveau et à mobiliser auprès de leurs partenaires ;
- l'organisation sectorielle et l'intégration des problématiques de gestion des catastrophes dans le cadre plus global des politiques de développement et de réalisation des OMD ;
- une stratégie de préparation et de réponse aux catastrophes, qui doit s'inscrire comme une thématique transversale dans les stratégies de tous les secteurs et de tous les jours et surtout ;
- un renforcement des capacités compris en termes de formation des acteurs pour la réduction des risques et la gestion des catastrophes et pour une bonne coordination à tous les niveaux.

Ce plan fait siens les principaux engagements des différents acteurs présents dans le pays pour la cause des populations en situation de risques ou en situation d'urgence et face aux principes humanitaires.

La mise en œuvre de ce plan recommande la collaboration de tous les acteurs et surtout le maintien en bons termes de leurs rapports avec la Plate forme nationale pour la réduction des risques et la gestion des catastrophes qui est déjà opérationnelle. Il suggère un partenariat étudié à l'avance et

des actions bien pensées et coordonnées, pour une réelle articulation entre urgence et développement.

Son actualisation a pris la forme d'un exercice de planification faisant intervenir pas mal de points focaux des différents acteurs et groupes d'acteurs intervenant dans ce cadre. L'approche méthodologique ayant changé du fait de l'usage par les animateurs de l'atelier des outils tout à fait différents de ceux utilisés lors de la confection de la 1^{ère} version du PCN du 29 mars 2009, le document produit présente pas mal de nouveautés qui le mettent en accord avec les plans de contingence provinciaux.

Ce plan prévoit également un mécanisme de coordination pour sa mise en œuvre. Ce dernier s'appuie sur les organes du Plan ORSEC dont l'efficacité réside dans les moyens disponibles renforcés ou mobilisés et dans la capacité renforcée des ressources humaines organisées en réseaux, qui interagissent de plus en plus selon une approche « Clusters ou groupes sectoriels » promue.

Le mécanisme de coordination établi par cette 2^{ème} version du PCN repose essentiellement sur les organes du Plan ORSEC.

INTRODUCTION

Pays de l'Afrique des Grands Lacs et appartenant à la Communauté Est Africaine, le Burundi était en apparence peu soumis aux risques de catastrophes naturelles jusqu'à une époque relativement récente. Cependant, depuis quelques décennies, des événements météorologiques extrêmes semblent advenir à un rythme plus accéléré et être potentiellement plus dangereux et plus dévastateurs que dans le passé. Les risques technologiques, sanitaires, sociopolitiques et surtout les incendies de forêts se sont amplifiés ces dernières années sans oublier les crises répétitives depuis son accession à l'indépendance. Les plus dramatiques ont été celles de 1972 et 1993 qui ont occasionné d'innombrables pertes aussi bien en vies humaines que matérielles. Il s'en est suivi également des déplacements massifs des populations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, surtout vers les pays limitrophes comme le Rwanda, la Tanzanie et la RDC. Avec le retour de la paix, des vagues de rapatriement se sont fait observées.

Beaucoup des risques sont enregistrés tels que : la sécheresse prolongée au Nord et en progression à l'Est du Burundi, les inondations dans la plaine de l'Imbo, le choléra le long du lac Tanganyika, les conflits sociaux dans certaines localités du pays, etc. Ce plan de contingence doit donc dessiner le profil d'urgence face auquel des dispositions adéquates doivent être prises en anticipation aux différentes crises majeures, ceci dans le but d'une gestion efficace des catastrophes axée sur une préparation et une réponse plus pertinentes, plus structurées et mieux coordonnées.

Pour ce faire, le plan de contingence prouve son impérieuse nécessité. Défini par R. PINEAULT (1986) comme un « Processus participatif continu de prévision d'événements imminents, de ressources et de services requis pour atteindre les objectifs déterminés selon un ordre de priorité établi, permettant de choisir la ou les solutions optimales parmi plusieurs alternatives, tout en prenant en considération le contexte de contraintes internes et externes, connues actuellement ou prévisibles dans le futur », il trouve sa place dans le cycle de gestion des catastrophes en tant que première étape de la préparation de la réponse.

Comme toute planification, l'élaboration de même que l'actualisation du plan de contingence repose sur la connaissance de ce qui pourra se passer, de ce qui sera important, de ce qu'on pourra faire, de ce qu'on voudra faire, de comment et quand on va le faire, d'avec quoi on va le faire, de comment et de la façon dont on coordonnera ce qui va être fait.

Le présent Plan de Contingence du Burundi, actualisé avec le cofinancement de l'agence onusienne UNFPA et de l'ONG Pathfinder International, est une deuxième version après celui du 29 Mars 2009 et qui prend en compte les aspects du DMU-SSR, repose sur les données recueillies auprès des représentants des acteurs ou groupes d'acteurs impliqués dans la préparation de la réponse aux catastrophes œuvrant au Burundi. Leurs principaux engagements pour la cause des populations et particulièrement les enfants, les femmes et les plus vulnérables en situation d'urgence font partie intégrante de ce plan qui nécessite pour sa traduction en action un partenariat défini à l'avance entre ces populations prises comme bénéficiaires et les acteurs, le tout dans le cadre d'une coordination bien pensée.

En définitive, Il intègre des actions du relèvement précoce, afin d'assurer une réelle articulation entre urgence et développement, pour des communautés résilientes face aux catastrophes.

ANALYSE DU CONTEXTE ACTUEL

SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES
<p>SANTE/NUTRITION</p>	<p><i>Situation de la santé</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Espérance de vie à la naissance : 49 ans - Taux de mortalité maternel lié à la grossesse : 866/100.000 naissances - Taux de mortalité infantile : 59/1000 - Taux de Mortalité infanto-juvénile : 96/1000 - Taux de mortalité néonatale : 7.2/1000 - Taux d'utilisation des services curatifs ambulatoires : 93,6 (Source CPSD 2010) - % de séroprévalence VIH/SIDA (15-49 ans) : 3,58% - Taux de couverture vaccinale Pentavalent 3 : 95,40% - % de couverture en contraceptive : 18,60% - % d'enfants qui dorment sous MII : 45,00% - Nbre de structures de soins publics et privés : 871 ; Hôpitaux : 64 ; Districts Sanitaires : 45 et Provinces Sanitaires : 17 (Source EPISTAT 2011) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Politique Nationale de Santé 2006-2015 disponible ; - Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2011-2015) disponible ; - Existence du cadre de partenariat pour la santé et le développement (CPSD) ; - Système National d'Information Sanitaire fonctionnel (SNIS) ; - Les mécanismes de gestion des urgences : Service National de gestion des Urgences Epidémiologiques, Risques et Catastrophes, Equipe 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des centres d'urgences (CNTS- sécurité transfusionnelle) ; - Rupture fréquente de stocks d'urgence (réactifs de dépistage VIH SIDA, IST, etc) ; - Equipements insuffisants pour la préparation et la gestion des urgences (matériels roulants, de bureau, etc...) ; - Insuffisance du personnel compétent pour la gestion des urgences ; - Absence d'une Structure Nationale de Coordination DMU-SSR ; - Insuffisance de budget alloué à la gestion des urgences ; - Insuffisance de contrôle de la circulation routière ; - Absence du Plan Stratégique sur la préparation et réponse aux urgences ; - Problème de leadership (faible implication des autorités administratives dans la gestion des urgences, lenteur administrative

	<ul style="list-style-type: none"> - % d'hôpitaux offrant les soins obstétriques et néonataux complets : 39 % ; - Nbre de médecins généralistes : 317, médecins spécialistes : 40 et Infirmiers : 5957, médecins dentistes : 2, Sages Femmes : 16, personnel de pharmacie : 51, personnel de labo : 351 et personnel de l'anesthésie : 49, personnel de radiologie : 11 (Source PNDSII Mars 2011) ; - Taux d'accouchement assisté par un personnel de santé formé : 60 % - VBG rapport annuel national 2010 : 3951 cas ; - Victimes de la violence Sexuelle (Centre SERUKA Janvier-Septembre 2011) : 975 cas et pour NTURENGAHO : 732 cas ; - Taux de couple année protection (PF) : 23,9% (Source CPSD 2010) - Taux femmes enceintes HIV sous PTME : 15% (Source CPSD2010) - Cholera Août- Septembre 2011: 1029 cas - Paludisme (Janvier –Juin 2011): 2 083 726 cas - Rougeole KIRUNDO (Juin 2011): 3019 Epidémie Rougeole (Juin 2011) 	<p>Nationale d'Intervention Rapide ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une Equipe de Coordonateurs Nationaux DMU ; - Flexibilité de commande des Kits DMU ; - Le partenariat effectif dans la gestion des urgences (Association locales et organisations internationales ; - Processus d'intégration des différents domaines (Mini Agri Elevage, Mini Santé, Mini Solidarité, PFN) dans la gestion des Urgences en cours ; - Existence des réseaux communautaires pour l'Education et la Sensibilisations sur les différents domaines 	<p>dans la prise de décision, perception différente de notion d'urgence) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Culture qui considère que tout ce qui est lié au sexe est tabou ; - Insuffisance des centres de prise en charge neuro-psychosociale.
--	---	---	---

	<p>Ruyigi : 117 (Août 2011) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de malnutrition globale : 59 % - Taux de Malnutrition chronique : Pour les enfants de moins 5ans : 58% ; - Moyenne des accidents de la route : 4cas/Jour rapportés ; - Taux de Couverture contraceptive : 18,60% - Taux de couverture en ARV : 45% - Taux de couverture en ARV pour les enfants : 15% - Taux de coïnfection TB - VIH : 26% <p>Source : (i) PNDS 2011-2015 ; (ii) EDSB 2010 ; (iii) RGPH 2008 ; (iv) MICS 2005 ; (v) ENS ; (vi) ENP TB-VIH</p>	<p>de la santé y compris les VBG ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence des ASBL locales (SERUKA, NTURENGAHO, ABUBEF, SWAA, ANSS, RPB+....) et ONGs Internationales dans la lutte contre les BVG et le VIH/SIDA ; - Existence des cliniques mobiles SSR ; - Existence d'une équipe mobile IEC. 	
Risques		Vulnérabilités	
<ul style="list-style-type: none"> - Epidémies (Paludisme, Cholera, Rougeole, Méningite, dysenterie bacillaire, IRA,) ; - Malnutrition ; - VIH /IST ; - Maladies mentales ; - Accroissement des grossesses à risques et non désirées ; - Accroissement des violences sexuelles et basées sur le genre ; - Traumatismes psychosociaux ; - Accroissement de la morbidité, mortalité maternelles et infantiles ; - Accroissement du taux d'avortements clandestins, etc. 		<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'eau potable, d'abris, de nourriture, d'éclairage, etc ; - Manque d'hygiène et assainissement - Insuffisance du personnel qualifié en quantité et en qualité ; - Manque d'information de la communauté sur les différentes maladies contagieuses ; - Insécurité alimentaire ; - Sexualité irresponsable ; - Surpopulation et promiscuité. 	

Secteur Socio économique, Politique	SITUATION SOCIALE		
	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES
	- Démographie galopante	<ul style="list-style-type: none"> - Discours de sensibilisation sur le problème démographique - Existence de structures étatiques et programme de santé de la reproduction - Existence de plusieurs intervenants dans la planification familiale (PNSR, Pathfinder International, ABUBEF, GIZ, etc) 	- Absence de document de stratégie nationale en matière de démographie
		RISQUES <ul style="list-style-type: none"> - Paupérisation de la population - Augmentation des conflits fonciers 	VULNERABILITES <ul style="list-style-type: none"> - Taux d'analphabétisme élevés.
	- Violences basées sur le genre	FORCES <ul style="list-style-type: none"> - Existence des textes, outils et organes nationaux et internationaux pour la promotion du genre ; - Existence des structures étatiques décentralisées et différents acteurs impliqués dans la lutte contre les violences basées sur le genre; - Existence d'un code pénal réprimant les violences basées sur le genre. 	FAIBLESSES <ul style="list-style-type: none"> - Tabous ; - Barrières culturelles ; - Persistance des préjugés liés au sexe ; - Impunité ; - Faible sensibilisation des communautés ; - Faible intégration de la lutte contre les violences basées sur le genre dans le PMA/PCA ; - Insuffisance de centres de prise en charge des victimes ; - Banalisation de l'acte du viol ; - Insuffisance de formation en matière de prise en charge des victimes des VBG.

		<p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - VIH/SIDA - Augmentation d'abandons scolaires - Conflits liés au genre - Stigmatisation et discrimination - Traumatisme physique et psychologique - Stérilité secondaire - Dislocation des foyers 	<p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Situation monoparentale, enfants non accompagnés, enfants chefs de ménages, veuves, divorcées, travailleurs de sexe - Faibles revenus des femmes - Faible taux d'instruction des filles/femmes
	<p>- Taux de chômage</p>	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mesures d'encouragement d'investisseurs nationaux et internationaux ; - Intégration sous régionale et régionale ; - Instauration du cours d'entreprenariat dans les cursus de formation dans les établissements d'enseignement supérieur ; - Chambre de commerce active. <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comportement à risque (Banditisme, délinquance, Alcoolisme et drogues) ; - Traumatismes - Refuge dans les activités de forces négatives 	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'investissement bas ; - Privatisation précoce ; - Faible culture du risque ; - Faible accès au microcrédit ; - Absence de vision, planification ; - Inadéquation entre formation et débouché. <p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pays post conflit ; - PIB très faible ; - Endettement ; - Mauvaise gouvernance ; - Clientélisme politique (recrutement et promotion).

	<p>- Violations des droits humains et procédures judiciaires</p>	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Outils et structures en matière de droits humains ; - Commission nationale indépendante des droits de l'homme; - Appareil judiciaire existant - Implication active de la société civile et des médias dans la promotion et défense des droits humains ; <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disfonctionnement de l'appareil judiciaire; - Règlement de compte avec assassinat ciblé. 	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Indépendance de la magistrature non effective ; - Capacité faible en matière judiciaire ; - Corruption - Impunité <p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance ; - Pauvreté économique.
SITUATION POLITIQUE			
	<p>-Problèmes de cohabitation des partis politiques</p>	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un cadre de dialogue entre les partis politiques ; - Liberté d'opinion et d'expression - Institutions démocratiquement élues. 	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Refus de certains partis politiques de participer au forum du cadre de dialogue ; - Armement de groupes de jeunes affiliés aux partis politiques - Intolérance rangée.

		<p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assassinats ciblés ; - Recrudescence des abus/violation des droits humains. - Mauvais climat d'affaire et réticence des bailleurs à investir au Burundi. 	<p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible culture démocratique ; - Pauvreté économique ; - Analphabétisme élevé.
SITUATION ECONOMIQUE			
	<p>-Faible pouvoir d'achat des populations suite aux maigres salaires, à la flambée de prix, à la faible production, faible revenu des ménages</p>	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Trois saisons culturales ; -Variétés de cultures adaptées ; -Voies de communication routières et lacustre accessibles ; -Intégration sous-régionale et régionale. <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insécurité alimentaire <p>Accès limités aux services de base.</p>	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Hausse des prix des documents de voyage -Inadéquation « formation-emploi » -Manque de spécialisation régionale dans la production agricole <p>VULNERABILITES</p> <p>Faible PIB et faible indice de développement humain (IDH) ; Faible budget alloué aux secteurs vitaux ; Dépendance chronique.</p>

	<p>Insuffisance production énergétique</p>	<p>FORCES -Coopération régionale et sous-régionale ; -Réseau hydraulique dense</p> <p>RISQUES -Hypothèque du développement social et économique.</p>	<p>FAIBLESSES -Monopole dans le système d'exploitation énergétique ; -Sources énergétiques non diversifiées ; -Investissement freiné en la matière.</p> <p>VULNERABILITES -Insuffisance de moyens et équipements.</p>
<p>EDUCATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ecoles maternelles publiques et privées : 502 avec l'effectif de 43 249 élèves et 1 222 enseignants (source : Statistiques du Secteur Educatif Burundais Annuaire 2010/2011) Octobre 2011; • Nombre d'Ecoles Publiques et Privées d'Enseignement Primaire: 3 458 avec l'effectif de 1 946 371 élèves et 40 288 enseignants (Source : Idem); • Nombre d'Etablissements d'Enseignement Secondaire Général et Pédagogique : 1 033 avec l'effectif de 3 362 111 élèves et 11 574 enseignants (Source : Idem) ; • Nombre d'Etablissements d'Enseignement Technique et Professionnel : 180 avec l'effectif de 20 760 élèves et 2 790 enseignants (Source : Idem) ; • Nombre d'Etablissements d'Enseignement des Métiers : 87 avec l'effectif de 2 103 apprenants 529 formateurs (Source : Idem) ; • Nombre d'élèves par sexe : (i) Enseignement Maternelle : 21 832 filles/21 417 garçons ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un outil de pilotage du système éducatif : Le Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation ; • Volonté politique : Mesures d'exemption des frais de scolarité au Primaire, construction des infrastructures scolaires ; • Formation des enseignants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des enseignants ; • Infrastructures scolaires ne peuvent répondre à l'afflux récent d'élèves ; • Outils pédagogiques et autres intrants scolaires en nombre limité ; • Financement insuffisant du secteur.

	<p>(ii) Enseignement Primaire : 975 218 filles/971 153 G ; (iii) Enseignement Secondaire Général et Pédagogique : 154 520 F/207 591 G ; (iv) Enseignement Secondaire Technique et Professionnel : 14 790 F/23 300 G ; (v) Enseignement des Métiers : 1 255 F/848 G ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'institutions d'enseignement supérieur publiques et privées : 29 dont 06 publiques (Source : Bureau de la Planification de l'Education 2009-2010) ; • Effectif d'étudiants année académique 2009-2010 : 29.269 (Source : Idem) soit 353 étudiants pour 100.000 habitants ; • Effectif d'étudiants dans l'enseignement supérieur public : 12. 393 = 42,34% (Idem) • Nombre d'Enseignants à temps plein à l'enseignement supérieur privé : 239 soit 18% (Source : Idem) ; • Nombre d'Enseignants à temps partiel à l'enseignement supérieur privé : 1. 086 soit 82% (Source : Idem) • Répartition du budget à l'UB en 2010: (i) fonctionnement : 91% ; (ii) pédagogique : 6% ; (iii) recherche : 1% ; (iv) investissement : 2% (Source : Idem) • Effectif d'étudiants dans l'enseignement supérieur privé : 16. 876 = 57, 66% (Source : Idem) • Nombre d'étudiants attendus en 2014-2015 : 50. 984 (Source Banque Mondiale 2007) ; • Nombre d'Institutions publiques de Recherche : 14 (UB, INSP, ISABU, CNTA, INECN, IRAZ, IGEBU, ISTEEBU, Labo National Vétérinaire de BJM, REGIDESO, Centre national d'Insémination Artificielle, Centre de Civilisation Burundaise, GD Energie et DG Géologie et Mines) ; 		
--	---	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'Institutions privées de Recherche : 06 (Centre Agro-pastorale de Mutwenzi, Institut de Développement Economique (IDEC), Université de Ngozi (FacAgro), Agro-biotechnologie, ACVE, Burundi Nature Action). 		
	Risques	Vulnérabilités	
	Afflux de rapatriés et de réfugiés au niveau régional Mouvements des personnes déplacées internes (IDP)	<ul style="list-style-type: none"> Infrastructures scolaires disponibles insuffisantes ; Outils pédagogiques et autres intrants scolaires en nombre limité Pauvreté Secteur non priorisé 	

SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES
Eau, hygiène et assainissement	<p>Accès à l'eau potable (urbain et rural)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux national de couverture en eau en 2009 : 85% milieu urbain (50% en milieu rural) (Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) ; - Couverture du réseau d'adduction en eau potable (REGIDESO et DGHHER): 2,5% de la population ; - Accès à un point d'eau potable à moins de 500m : 52% des ménages (Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) ; - Accès à l'eau dans les centres de santé : 61% (Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) - EP disposant des points d'eau potable fonctionnel : 27% (Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) - Dépenses publiques dans le domaine de 	<ul style="list-style-type: none"> -Engagement politique manifeste : -création du ministère de l'eau; -création de la DG de l'eau et de l'assainissement ; -Politique Nationale de l'eau adoptée en 2009 ; -Stratégie Nationale de l'eau adoptée et validée en 2011 ; -Plan législatif et réglementaire : code de l'eau en cours d'adoption ; -Code d'Hygiène et Politique Nationale de l'Assainissement en cours d'élaboration ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible couverture nationale d'accès à l'eau potable ; -Coupures fréquentes et régulières d'eau du réseau REGIDESO et problèmes de gestion des points d'eau publiques ; -Accès limité à l'information sur hygiène et assainissement (les populations sont informées seulement quand épidémie > peu / pas de prévention sur les maladies hydriques) ; -Utilisation de l'eau du lac et des rivières ;

	<p>l'assainissement urbain : 2.7 %(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII)</p> <ul style="list-style-type: none"> -Taux d'Ecoles Primaires disposant des lave-mains et des latrines en milieu urbain en 2008 : 77% et rural : 27% (Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) - Taux de centre de santé avec latrines améliorées : 96% (EPISTAT 2009) - Taux de logement couvert de pailles et autres feuilles en 2008 : 41,1% ; - Taux de logements en briques adobes/2008 : 66,7% ; - Maisons couvertes par des tôles en 2006 : 30% - % des ménages utilisant des installations sanitaires améliorées en milieu rural en 2007: 39%(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) -Taux des ménages propriétaires en 2008 : 96,2% mais la grande totalité des ménages urbains sont locataires - Techniciens de la salubrité : 281(PNDSII Mars 2011) - Moyen de production de déchets par ménages en 1993 : 0,4kg /hab/Jour -(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) - Réseau d'égouts : 200km linéaire pour une population de 12 (réf Lettre No 531.0201/1192 /CAB/jkw2011 SETEMU Sept 2011). <p>Ouvrages Hydrauliques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sources aménagées : 25 597 %(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Institution en charge de la collecte des données : IGEBU ; -Institution chargée d'alimentation en eau potable et d'assainissement : REGIDESO, DGHER, SETEMU ; -Plan digitalisé des réseaux en voies d'achèvement ; -Carte des potentialités en eau souterraine disponible ; -Existence d'un cadre légal sous-régionale de coopération ; -Acteurs intervenant en Eau Hygiène et Assainissement et coordination dans le secteur est établie ; -Existence du cluster eau, hygiène et assainissement qui peut être activé en situation d'urgence ; -Coordination entre cluster santé et cluster WASH ; -Existence des associations de salubrité et des agents de santé communautaire. -Existence des comités d'eau et d'hygiène ; -Disponibilité de données détaillées dans le secteur / province ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Pas de données sur la qualité de l'eau des rivières et des lacs ; -Stress hydrique dans certaines régions ; -Problème de protection de la ressource eau ; -Pas de contrôle sur le rejet des déchets industriels : pollution ; -Pas de stock de sécurité / stratégique / de réponse en cas d'urgence au niveau du Ministère, des provinces, des Centres de Santé; -Instruments législatifs et réglementaires sont pour la plupart incomplet faute de textes complémentaires d'application dans le secteur eau ; -Faible mobilisation des moyens pour : le relèvement du taux de desserte, la gestion professionnelle des infrastructures et des services, la maîtrise de l'eau pour différents usages -Habitat dispersé entravant l'approvisionnement en eau en milieu rural. -Faible prise de conscience par la population des impacts négatifs d'une forte démographie et les ressources en eau ;
--	---	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> - Sources non-aménagées : 16 773%(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) ; - Adduction en eau potable : 944%(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) - Bornes fontaines : 8 378%(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) - Systèmes de Captage des Eaux Pluviales (SCEP) : 893%(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) ; - Puits et forages : 257%(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) ; - Réservoirs d'eau : 4 341%(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un plan de contingence cholera dans le secteur santé ; -Existence de ressources humaines formées au niveau des acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible pouvoir d'achat des services d'eau et d'assainissement pour les pauvres et les vulnérables ; -Capacité financière limitée de l'état -Faible capacité technique à négocier les accords de gestion commune des eaux partagées ; -Insuffisance du personnel en qualité et en quantité dans ce domaine. <p>Hygiène et assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance et vétusté des infrastructures existante d'assainissement ; -Manque des latrines et des points d'eau publique; -Faible niveau d'encadrement, de sensibilisation de la population, éducation en matière d'hygiène et de l'assainissement ; -Déficiency en ressources humaines dans l'assainissement global et la gestion des déchets solides ; -Absence de perfectionnement et de recherche en cours d'emploi ; -Absence d'action contraignante pour amener les industriels au traitement des eaux usées avant leur rejet ;
--	---	---	--

			<ul style="list-style-type: none"> -Cout très élevé d'investissement en infrastructure d'assainissement et de traitement des déchets ; -Insuffisance du matériel logistique adéquat ; -Absence d'une banque de données actualisées en matière d'hygiène et assainissement ; -Faible échange d'expérience régionale et internationale.
	Risques	Vulnérabilités	
	<ul style="list-style-type: none"> -Epidémie choléra, maladies hydriques (diarrhées etc.) -Inondations -Pollution de l'eau, pollution de l'environnement, maladies divers (cancer, déformation chez l'enfant) -Violences sur les femmes lors des activités de puisage de l'eau loin de la maison -Maladies émergentes 	<ul style="list-style-type: none"> Pauvreté, Rareté chronique / insuffisance de la ressource en eau potable, notamment dans les provinces du nord Muyinga, Kirundo, Karusi et de la dépression du Mosso) Rareté saisonnière de la ressource en saison sèche Consommation d'eau non potable Obstacle au développement de l'investissement extérieur en particulier le tourisme Déficit énergétique Manque d'investissement dans le secteur 	
SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES

<p>Agriculture, élevage et sécurité alimentaire</p>	<p>Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> -Productions agricoles ont augmenté d'une manière globale ; De 2000 à 2005, un taux d'augmentation de 8,03% tandis que de 2005 à 2010, un taux d'augmentation de 9,89% sur 5 ans ; -Taux moyen d'accroissement de la production serait de 2% par an; -Budget alloué au secteur agricole : 6.7% en 2011 ; -Maladies des plantes (Flétrissement bactérien du bananier, mosaïque du manioc ; -Insectes ravageurs (chenilles, criquets ; -Disparition de certaines cultures vivrières (colocase, ignames ; -Problèmes d'Accès aux fertilisants (Cherté, insuffisance -Insuffisance des semences 	<p>Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence de 3 saisons culturales ; -Augmentation du budget agricole ; -Existence d'un PNIA ; -Existence de moniteurs agricoles sur les collines ; -Beaucoup d'intervenants dans le secteur agricole ; -Existence de centres de recherches (ISABU, IRAZ, -Existence d'intervenants privés dans le secteur ; -Existence de marais aménageables ; -Une forte main d'œuvre (+90% de la population) ; -Potentiel maraicher. 	<p>Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de multiplicateurs semenciers ; -Inefficacité des moniteurs agricoles au niveau des collines ; -Absence d'analyse du sol ; -Techniques de transformation-conservation faiblement développées ; -Absence de politique de régulation des prix des produits vivriers ; -Faible progression du transfert des technologies agricoles ; -Pas de spécialisation régionale.
--	---	---	---

	<p>sélectionnées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Amenuisement des terres cultivables ; -Perturbations climatiques ; -Pratiques agricoles rudimentaires ; -Non aménagement de certains bassins versants et marais ; -Pratique d'irrigation non suffisamment vulgarisée ; -Insuffisance des systèmes de collecte et conservation des eaux pluviales. <p>Elevage (+pêche)</p> <ul style="list-style-type: none"> -Fièvre aphteuse ; -Insuffisance de races améliorées ; -Prédominance de l'élevage traditionnel ; -Faible accès aux produits vétérinaires ; -Manque de pâturages suffisants ; 	<p>Elevage</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence de structures gouvernementales ; <p>Existence de politique de repeuplement du cheptel amélioré ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Beaucoup d'intervenants dans le repeuplement du cheptel ; <p>Existence d'encadreurs</p>	<p>Elevage</p> <ul style="list-style-type: none"> -Manque de politique nationale de modernisation de l'élevage ; -Insuffisance de formation et du nombre des encadreurs vétérinaires ; -Cherté des produits vétérinaires ; -Techniques d'insémination artificielle non suffisamment vulgarisé ; -Absence de postes de contrôle des maladies des
--	--	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> -Manque d'espaces pour les cultures fourragères ; -Insuffisance de structures de transformation et de distribution des produits d'élevage ; -Non vulgarisation de techniques piscicoles et apicoles ; -Non modernisation de la pêche (outils et techniques). <p>Sécurité alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> -Pauvreté/faible pouvoir d'achat ; -Flambée et problème de contrôle des prix des denrées -Existence de hangars de conservation. 	<ul style="list-style-type: none"> vétérinaires ; -Absence de deeping tank et des couloirs d'aspersion pour les soins primaires. <p>Sécurité alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> -Engagement politique des dirigeants politiques ; -Beaucoup d'intervenants (projets, ONG, -Existence de groupements au niveau local. 	<p>animaux importés.</p> <p>Sécurité alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> -Faibles moyens du gouvernement ; -Pauvreté de la population.
	Risques		Vulnérabilités
	<ul style="list-style-type: none"> -Sécheresse ; -Conflits fonciers ; -Crise nutritionnelle ; -Noyades dans les lacs ; -Epidémies ; 		<ul style="list-style-type: none"> -Famine -Insuffisance de la production ; -Insécurité physique.

	-Disette.		
SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES
Abris	Situation de l'abri : <ul style="list-style-type: none"> - Habitats non adaptés à l'environnement ; - Terrains non aménagés ; - Non application du schéma directeur d'aménagement du territoire. 	Au niveau de l'abri <ul style="list-style-type: none"> -Existence des écoles et églises ; -Plate forme Nationale et ses partenaires (CRB, agences des NU, la société civile, les médias, les forces de l'ordre, l'administration) ; -Mobilisation des financements par la PFN pour la construction des abris des vulnérables de Gatumba, Maramvya et d'ailleurs. 	Du point de vue de l'abri <ul style="list-style-type: none"> -absence d'abris aménagés ; -manque de fonds.
Protection	Situation de la Protection (droit de l'homme) <ul style="list-style-type: none"> - Violation des droits de l'homme ; - Détention arbitraire ; - Détention des mineurs ; - Exécution extrajudiciaire. 	Au niveau de la protection <ul style="list-style-type: none"> -existence des ligues des droits de l'homme ; -prise de conscience des pouvoirs publics et privés ; -Disponibilités des textes de lois pour la protection des DH. 	Du point de vue de la protection <ul style="list-style-type: none"> -Pas d'indépendance de la magistrature ; -méconnaissance de la loi par les victimes.
Facteurs d'insécurité	Facteurs d'insécurité <ul style="list-style-type: none"> -Troubles socio politiques ; -Assassinat ciblé ; -Vol à main armée ; 	Au niveau de la Sécurité <ul style="list-style-type: none"> -Existence des corps de défense et de sécurité ; -Trilogie administration - population et 	Du point de vue de la Sécurité <ul style="list-style-type: none"> -Manque de moyens ; -Manque de professionnalisme ; -Forte pression démographique ;

	<ul style="list-style-type: none"> -Confit foncier ; -Prolifération des armes. <p>Situation des VBG et SSR Intensification de : Viol, violence domestique, harcèlement sexuel, grossesse non désirée et à risque.</p>	<ul style="list-style-type: none"> justice ; -Existence d'une commission de désarmement de la population civile ; -Projet professionnalisation de la Police. <p>Au niveau des VBG et SSR -Existence d'un ministère ayant le genre et droits de l'homme dans son attribution ; -Existence de quelques structures de prévention et de prise en charge ; -Existence d'un Plan d'action du DMU-SSR.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des armes. <p>Du point de vue des VBG et SSR -Capacité d'accueil limitée ; -Barrière culturelles (coutumes, culture) ; -Faible représentation des femmes dans la prise de décision -manque de données ; - Faiblesse de conscience du phénomène par la communauté.</p>
	Risques	Vulnérabilités	
	<ul style="list-style-type: none"> -Troubles socio politiques ; -Destruction des abris par les aléas ; -Mouvement de population. 	<ul style="list-style-type: none"> -la pauvreté ; -instabilité politique ; -la démographie galopante ; -mauvaise gouvernance ; 	

Communication	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de réseau renforcé de média audio visuel 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une sous commission chargée de la communication et d'information en matière de gestion de catastrophe à la PFN ; - Liberté d'expression ; - Existence de réseau de journalistes impliqués dans l'information sur la gestion des catastrophes ; - Existence des outils et acteurs dans le domaine. <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Dérapage et désorientation ; -Développement des rumeurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible implication des média dans la communication sur les catastrophes ; - Faible accès et distribution à la presse écrite. <p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Accès limité de la femme à l'information ; -Absence de sources énergiques ; -Analphabétisme élevé ; -Culture de l'oralité.
	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de réseaux de communication sociaux (église, comités communautaires,...) 	<ul style="list-style-type: none"> -Couverture nationale ; -collaboration entre l'administration et acteurs. <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Dérapage et désorientation ; -Développement des rumeurs ; -Réactions émotives. 	<ul style="list-style-type: none"> -Moyens rudimentaires de communication ; -Manque de professionnalisme. <p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Analphabétisme élevé ; -Culture de l'oralité ; -Dénaturation de l'information réelle.

2. PROFIL D'URGENCE DU BURUNDI

Les participants à l'atelier d'actualisation du PCN ont, sous la conduite de la Plate Forme Nationale de PRGC et avec la participation des Gouverneurs de Province et Présidents des Plates Formes Provinciales de PRGC, identifié les risques suivants :

2.1 Répartition des risques par Province

N°	Province	Risques potentiels
01	BUBANZA	Vents violents, Epidémies de choléra et paludisme, Inondations, Pluies torrentielles, Glissements de terrain, Mosaïque du manioc, risque sismique, VBG.
02	BUJUMBURA Mairie	Inondations, Epidémies de choléra et paludisme, Vents violents, extraction anarchique des matériaux de construction, risque sismique, VBG.
03	BUJUMBURA RURAL	Troubles sociopolitiques, Accidents routiers, Erosion, Epidémies de choléra, Glissements de terrain, risque sismique, VBG.
04	CANKUZO	Insécurité alimentaire, Flétrissement bactérien du bananier, Mosaïque du manioc, Fièvre aphteuse, Feux de brousse.
05	CIBITOKÉ	Epidémies de choléra et paludisme, Accidents routiers, Insécurité alimentaire, risque sismique, VBG.
06	BURURI	Déforestation, Epidémies de choléra, Afflux des rapatriés, Conflits fonciers, risque sismique.
07	GITEGA	Epizooties, Flétrissement du bananier, Grêle, Vents violents.

08	KAYANZA	Conflits fonciers, Conflits sociopolitiques, Flétrissement du bananier, Epizooties, Déforestation, Exploitation anarchique des minerais, Accidents routiers.
09	KARUSI	Inondations, Grêle, Vents violents, Glissements de terrain, Conflits fonciers, Maladies du péril hydrique, Insécurité alimentaire, Accidents routiers, Déforestation.
10	KIRUNDO	Insécurité alimentaire, Démographie galopante, Mosaïque du manioc, Conflits fonciers.
11	MAKAMBA	Epidémies de choléra et paludisme, Mouvements des rapatriés, Crise nutritionnelle, Mosaïque du manioc, Flétrissement du bananier, risque sismique.
12	MURAMVYA	Grêle, Inondations, Accidents routiers, Epidémies de choléra, Démographie galopante.
13	MUYINGA	Accidents routiers, Conflits sociopolitiques, Feux de brousse, Déforestation, Inondations.
14	MWARO	Inondations, conflits fonciers, crise alimentaire, érosion, mosaïque, vents violents et grêle.
15	NGOZI	Conflit politique/SABANEGWA, Epizooties, Erosion, Accidents routiers.
16	RUTANA	Vents violents, Crise alimentaire, Conflits fonciers, Erosions, Feux de brousse, Accidents routiers.
17	RUYIGI	Accidents routiers, Crise alimentaire, Mosaïque du manioc, Flétrissement du bananier.

3. HIERARCHISATION DES RISQUES POUR LES SIX PROCHAINS MOIS

Les cases bleues indiquent la probabilité tandis que les cases jaunes indiquent la sévérité.

Exemples : **Probabilité** : Est que les inondations sont plus probables que la sécheresse.

Sévérité : Est que la sécheresse est plus grave que les inondations.

Risques potentiels	Inondations	Epidémies,	Conflits sociopolitiques	Vents violents	Insécurité alimentaire	Risque sismique
Inondations		Epidémies	Conflits sociopolitiques	Inondations	Insécurité alimentaire	Risque sismique
Epidémies	Inondations		Conflits sociopolitiques	Epidémies	Insécurité alimentaire	Risque sismique
Conflits sociopolitiques	Conflits sociopolitiques	Conflits sociopolitiques		Conflits sociopolitiques	Conflits sociopolitiques	Risque sismique
Vents violents	Inondations	Epidémies	Conflits sociopolitiques		Insécurité alimentaire	Risque sismique
Insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire	Conflits sociopolitiques	Insécurité alimentaire		Risque sismique
Risque sismique	Inondations	Epidémies	Conflits sociopolitiques	Vents violents	Insécurité alimentaire	

SCORE

Risque	Score probabilité	Score Sévérité	Moyenne	Rang
Inondations	3	1	2	4è
Epidémies	2	2	2	5è
Conflits sociopolitiques	5	4	4.5	1er
Vents violents	1	0	0.5	6è
Insécurité alimentaire	4	3	3.5	2è
Risque sismique	0	5	2.5	3è

4-5&6. DEFINITION DES SCENARII-PLANS DE REPONSE ET DE PREPARATION GLOBAUX

Contingence : Conflits sociopolitiques

Scénario du meilleur cas : Des conflits socio politiques sont signalés dans certaines communes du pays et n'ont pas occasionnés de dégâts humains et matériels suite à la quadrilogie de la population, de l'administration, de la justice et des forces de l'ordre.

Scénario le plus probable : Des conflits socio politiques sont signalés dans beaucoup de communes du pays et des cas de décès, de coups et blessures, de viols, de dégâts matériels et environnementaux sont enregistrés suite au déficit du mécanisme de coordination des services en charge de la gestion de conflits.

Scénario du pire cas : Des conflits socio politiques dégénèrent dans toutes les communes du pays et beaucoup de cas de décès, de coups et blessures, de viols, de dégâts matériels et environnementaux avec déplacement des milliers de la population ont débordé la gestion nationale.

Scénario du pire cas	Indicateurs Éléments déclencheurs	Conséquences humanitaires potentielles / besoins	Population affectée (nombre) Localisation	Acteurs disponibles	Contraintes dans la réponse Facteurs aggravants
<p>Des conflits socio politiques dégénèrent dans toutes les communes du pays et beaucoup de cas de décès, de coups et blessures, de viols, de dégâts matériels et environnementaux avec déplacement des milliers de la population ont débordé la gestion nationale</p>	<p><u>Indicateurs</u></p> <p>Taux élevé de décès ;</p> <p>Augmentation des populations déplacées ;</p> <p>Nombre élevé de : viols, grossesses non désirées et/ou non suivies, accouchements non assistés ;</p> <p>Destruction exagérée de l'environnement ;</p> <p>Taux élevé de chômeurs ;</p> <p>Forte pression sur les terres arables ;</p>	<p><u>Conséquences</u></p> <p>Déplacements de population ;</p> <p>Pertes en vies humaines ;</p> <p>Traumatismes post- conflit ;</p> <p>Diminution de la production ;</p> <p>Insécurité alimentaire et crise nutritionnelle ;</p> <p>Viols, grossesses non désirées et/ou non suivies, accouchements non assistés ;</p> <p>Vols et pillages, Arrestations arbitraires ;</p> <p>Accès limité aux services de base (CPN, préservatifs, contraceptifs, prise en charge, dépistage, éducation, nutrition etc.)</p> <p>Impact négatif sur les activités</p>	<p><u>Localisation</u></p> <p>Toutes les communes du pays pour les conflits fonciers et politiques ;</p> <p>Les provinces frontalières avec les pays voisins.</p> <p><u>Nombre de populations affectées</u></p> <p>500 000 personnes affectées</p>	<p><u>Acteurs disponibles</u></p> <p>Structures gouvernementales ; PFN de PRGC ; Agences des NU ; Société Civile ; Médias ; ONGs locales et internationale; CRB ; CICR ; Leaders religieux ; Leaders communautaire</p>	<p><u>Contraintes</u></p> <p>Difficultés d'accès des secours humanitaires aux populations affectées (insécurité générale et / ou localisée) ;</p> <p>Inexistence d'un fonds de réponse aux urgences ;</p> <p>Personnels qualifiés et Equipements insuffisants ;</p> <p>Faiblesse dans la coordination des acteurs.</p>

	<p>Augmentation des violations des droits de l'homme.</p> <p><u>Éléments déclencheurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Radicalisation des discours politiques ; -Divergence d'opinions entre politiciens et société civile ; -Problème de frontières nationales ; -Expulsion-rapatriement forcé réfugiés ; -Pauvreté extrême -Chômage et oisiveté ; 	<p>économiques et sur l'environnement</p> <p><u>Besoins</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Vivres ; Non vivres ; -Stocks d'urgence : Médicaments, Consommables médicaux et Kits DMU-SSR ; -Abris ; -Eau ; -Protection ; - Education, -Mécanisme de gestion pacifique des conflits ; -Ressources humaines. 			<p><u>Facteurs aggravant</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Apparition d'épidémies (rougeole, cholera etc.) dans les sites de populations déplacées ; -Persistance des conflits ; -Conditions climatiques déplorable et inaccessibilité des lieux ; -Bipolarisation des parties prenantes aux conflits et absence du dialogue.
--	---	---	--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> -Forte pression démographique ; -Exigüité de la terre ; -Défaillance dans les jugements rendus ; -Prolifération des armes à feu; -Refus de négociations par les parties prenantes -Activisme des groupes armés ; -Violentes manifestations populaires. 				
<p>H1 : Installer et protéger dans les sites d'accueil les populations déplacées.</p> <p>C1 : Insuffisance des sites d'accueil des déplacées et insuffisance des moyens pour les forces de sécurité.</p> <p>R1 : construire les abris provisoires d'accueil (tentes et sheetings) et renforcer les moyens des forces de sécurité.</p> <p>H2 : Assister les populations déplacées en vivres et non vivres.</p>				<p>H6 : Assurer la gestion des dépouilles mortelles.</p> <p>C6 : Insuffisance des morgues, des cimetières et insuffisances des moyens logistiques et financiers pour les funérailles.</p>	

<p>C2 : Insuffisance des stocks des vivres et non vivres.</p> <p>R2 : Recourir aux partenaires pour constituer les stocks des vivres et non vivres.</p> <p>H3 : Promouvoir l'hygiène et l'assainissement dans les sites d'accueil.</p> <p>C3 : Insuffisance des moyens logistiques et humains pour l'hygiène et assainissement.</p> <p>R3 : Recourir aux partenaires œuvrant dans le secteur hygiène Eau et Assainissement pour mobiliser les moyens logistiques et humains.</p> <p>H 4 : Assister la population déplacée en soins de santé.</p> <p>C4 : Insuffisance des stocks de médicaments, ressources humaines médicales et les structures de soins de santé.</p> <p>R4 : Mobiliser auprès des partenaires les stocks additionnels, les ressources humaines médicales et ériger des cliniques mobiles.</p> <p>H5 : Assister les victimes des violences sexuelles et assurer les services de Santé Sexuelle et Reproductive dans les zones affectées.</p> <p>C5 : La non intégration du DMU-SSR dans les priorités des urgences humanitaires.</p> <p>R5 : Sensibiliser tous les intervenants sur l'importance d'intégration du DMU-SSR dans les urgences.</p>	<p>R6 : Recourir aux partenaires pour appuyer dans la gestion des dépouilles mortelles.</p> <p>H7 : Régler les conflits sociaux politiques.</p> <p>C7 : Manque de volonté des parties prenantes dans les conflits.</p> <p>R7 : Promouvoir le dialogue et concertation pour la résolution pacifique des conflits.</p> <p>H8 : Assurer la réhabilitation, la reconstruction et réinsertion.</p> <p>C8 : Insuffisance des moyens matériels et financiers.</p> <p>R8 : Mobiliser les partenaires pour appuyer dans le programme de la réhabilitation, reconstruction et réinsertion.</p>
---	---

GRANDES LIGNES DE LA REPONSE ENVISAGEE POUR LES SIX CONTINGENCES: PLAN DE REPONSE GLOBAL

- Activer le Plan d'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (PLAN ORSEC) : les mécanismes d'alerte précoce, les cadres et mécanismes de gestion internes établis au niveau national pour faire face aux urgences ;
- Organiser une réunion d'urgence de tous les intervenants en matières des urgences surtout tenant compte de tous clusters ;
- Mener une évaluation rapide de la situation, des besoins et du degré d'organisation et de cohésion sociale des populations affectés par tous les acteurs en vue de déterminer l'action humanitaire en faveur des enfants, des femmes et des autres catégories plus vulnérables ;
- Assister les victimes pour satisfaire les besoins vitaux ;
- Installer les sinistrés dans les sites d'accueil ;
- Protéger les sites d'accueil et promouvoir les conditions d'hygiène et d'assainissement ;
- Assurer l'intégration effective de tous les éléments du DMU-SSR dans les interventions d'urgence ;
- Aménager les espaces récréatifs pour l'éveil, la stimulation et le développement de l'enfant ainsi l'adoption des mécanismes qui permettent la poursuite de la scolarisation des enfants affectés ;
- Mobiliser auprès des partenaires des ressources opérationnelles pour les distributions des vivres et non vivres et l'appui matériels aux structures de santé par la fourniture des médicaments consommables et matériels médicaux et chirurgicaux, y compris les kits DMU-SSR ;
- Promouvoir la restauration de la confiance entre les parties prenantes en conflits à travers les dialogues et la concertation ;
- Assurer la réhabilitation, la reconstruction et la réinsertion des populations sinistrées.

PLAN DE PREPARATION GLOBAL POUR LES SIX CONTINGENCES:

- Renforcer les mécanismes d'Alerte précoce par type de risques potentiels identifiés et des mécanismes de coordination à travers l'appui de la Plate Forme Nationale et mettre en place les organes du plan ORSEC ;
- Mettre en place des fiches d'évaluation multirisques, formation des équipes de réponses et promotion des clusters ;
- Aménager les sites d'accueil et constituer les stocks de réserves en vivres, non vivres et des produits de santé ;
- Renforcer les capacités des forces de sécurité ;
- Assurer la disponibilité des moyens logistiques, financiers et techniques nécessaires pour la gestion des urgences ;
- Evaluer et renforcer les capacités de tous les acteurs à travers les formations, appui en ressources humaines, matérielles et financières ;
- Mettre en place des outils d'Information, Education et Communication pouvant servir dans mobilisation de la population pour la promotion de la résolution pacifique des conflits ;
- Organiser des exercices de simulation pour vérifier l'efficacité des dispositions prises et des capacités d'action des organes de gestion de la réponse au niveau national afin d'apporter des corrections à l'avance.

CONTINGENCE : INSECURITE ALIMENTAIRE

Scénario du meilleur cas : Une insécurité alimentaire survenue dans quelques provinces est vite maîtrisée grâce au bon encadrement des agriculteurs, au bon plan de gestion des récoltes, à la constitution de stocks stratégiques et à la pratique des cultures à contre saison et à cycle végétatif court.

Scénario le plus probable : Une insécurité alimentaire engendrée par la défaillance des services d'encadrement agro-pastoral survient dans la plupart provinces du pays et cela occasionne des pertes en vies humaines, des déplacements des populations vers les pays limitrophes et désertion des écoles et autres services publics.

Scénario du pire cas : Une insécurité alimentaire sévère survient dans la quasi-totalité des provinces du pays et occasionne de milliers de pertes en vie humaine, des déplacements massifs des populations vers les pays limitrophes avec désertion de la majorité des écoles et autres services publics.

Scénario du pire cas	Indicateurs Éléments déclencheurs	Conséquences humanitaires potentielles / besoins	Population affectée (nombre) Localisation	Acteurs disponibles	Contraintes dans la réponse/ Facteurs aggravants
<p>Une insécurité alimentaire sévère survient dans la quasi-totalité des provinces du pays et occasionne de milliers de pertes en vie humaine, des déplacements massifs des populations vers les pays limitrophes avec désertion de la majorité des écoles et autres services publics.</p>	<p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - carence des denrées alimentaires sur les marchés ; - flambée des prix de première nécessité; - Epuisement des stocks au niveau des ménages ; - Taux élevé de décès - Taux élevé cas de personnes touchées par les maladies carence nutritionnelle ; -Taux élevé d'abandons scolaires - Mouvements massifs des 	<p>Conséquences</p> <ul style="list-style-type: none"> -Déplacement de la population vers les régions épargnées par l'insécurité alimentaire ; - malnutrition ; - augmentation des enfants de la rue ; - Dislocation des foyers ; - Augmentation décès et particulièrement la montée de la morbidité et de mortalité des femmes en enceintes et allaitantes, des 	<p>Localisations</p> <p>17 provinces</p> <p>Nombre population affectée</p> <p>Plus de 3 millions de personnes (enfants de 0à 5 ans, femmes enceintes et allaitantes, vieillards et personnes handicapées)</p>	<p>Acteurs disponibles</p> <p>Autorités gouvernementales, PFN, Agences des NU, Société civile, Médias, ONGs locales et internationales, Croix Rouge Burundaise, CICR, Leaders religieux, Leaders communautaires</p>	<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de fonds ; - Manque de produits agroalimentaire au niveau national ; - Manque de ressources humaines pour secourir la population sinistrée <p>Facteurs aggravants</p> <ul style="list-style-type: none"> - La persistance de l'ensoleillement ; - Maladies chroniques ; - Vente aux enchères des biens familiaux ; - Erosion et inondation

	<p>populations à la quête des denrées alimentaires ;</p> <p><u>Éléments déclencheurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - déficit hydrique ; - inondations ; -maladies phytosanitaires ; - pestes ; -Epizooties généralisées ; - exigüité des terres arables et surexploitation des sols ; <p>Pratiques agricoles inappropriées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de semence sélectionnée ; -Manque de fertilisants ; -manque de personnels qualifiés ; - inexistence des systèmes d'irrigation ; - Perte continue de la fertilité ; -Inexistence de système de transformation et de conservation ; -Commercialisation des produits 	<p>enfants et personnes âgées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Abandon scolaire et augmentation de grossesses à risques ; - commercialisation du sexe ; - destruction de l'environnement et de l'hygiène ; - manque de mains d'œuvre et de protection familiale <p><u>Besoins :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les besoins en vivres - les médicaments - les couvertures - les matériels de cuisine - les dispositifs d'irrigation ; - centres nutritionnels ; - cliniques mobiles ; - structure de coordination des aides humanitaires 			
--	---	--	--	--	--

	<p>agricoles non régulée ;</p> <ul style="list-style-type: none">-Absence de la recherche scientifique ;-destruction de la biodiversité ;- changements climatiques ;- Manque de stock de réserve;- exode rural ;- la guerre.				
--	---	--	--	--	--

<p>H1 : Assister les populations affectées en Vivres et ration de protection des semences</p> <p>C1 : Insuffisance des stocks de réserves des vivres</p> <p>R1 : Recourir aux partenaires pour assistance en vivre</p> <p>H2 : Assister les sinistrés en semences sélectionnés</p> <p>C2 : Insuffisance de semences sélectionnées</p> <p>R2 : Mobiliser les semences sélectionnées auprès des partenaires</p>	<p>H3 : Assister les malnutris</p> <p>C3 : Insuffisance des centres nutritionnels</p> <p>R3 : Faire appel aux partenaires spécialisés dans l'assistance des malnutris</p> <p>H4 : Promouvoir la production alimentaire à travers l'encadrement</p> <p>C4 : Insuffisance des moyens financiers et humains</p> <p>R4 : Demander l'appui des partenaires habilités</p>
--	--

CONTINGENCE : INONDATIONS

Scénario du meilleur cas : Des pluies diluviennes ont provoqué des inondations localisées dans les plaines, les dépressions et les marais non aménagés de certaines régions du pays et ces dernières n'ont occasionné ni de dégâts humains ni matériels suite à l'efficacité des mécanismes de gestion des inondations.

Scénario le plus probable : Des pluies diluviennes provoquent des inondations localisées dans les plaines, les dépressions et les marais non aménagés de certaines régions du pays et ces dernières occasionnent certains dégâts humains et matériels suite à la déficience des mécanismes de gestion des inondations.

Scénario du pire cas : Des pluies diluviennes ont provoqué des inondations localisées dans les plaines, les dépressions et les marais non aménagés du pays et occasionnent beaucoup de décès, de blessés, des disparus, des déplacements massifs de la population, de maisons détruites et d'autres dégâts matériels et environnementaux suite à l'absence des mécanismes de gestion des inondations.

Scénario du pire cas	Indicateurs Éléments déclencheurs	Conséquences humanitaires potentielles / besoins	Population affectée (nombre) Localisation	Acteurs disponibles	Contraintes dans la réponse/ Facteurs aggravants
Des pluies diluviennes ont provoqué des inondations localisées dans les plaines, les dépressions et les marais non aménagés du pays et occasionnent beaucoup de décès, de blessés, des disparus, des	<p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux élevé de décès - Taux élevé de personnes disparues -Taux élevé des personnes blessées -Taux élevés de maisons détruites ; - déplacements massifs 	<p>Conséquences</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dislocation des foyers ; - Augmentation décès -Manque d'abris ; -Destruction des cultures ; -Perte des éléments de la biodiversité ; 	<p>Localisations</p> <p>Plaines de l'Imbo, Dépressions du Kumoso ; Les marais</p>	<p>Acteurs disponibles</p> <p>Autorités gouvernementales, PFN de PRGC, Agences des NU, Société civile, Médias, ONGs locales et internationales, CRB, CICR, Leaders religieux, Leaders communautaires</p>	<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de fonds ; - Insuffisance de matériels et équipement de secours ; - Insuffisance de ressources humaines spécialisées pour secourir la population sinistrée

<p>déplacements massifs de la population, de maisons détruites et d'autres dégâts matériels et environnementaux suite à l'absence des mécanismes de gestion des inondations</p>	<p>des populations à la quête des abris et des denrées alimentaires ;</p> <p>-Taux élevé des dommages environnementaux</p> <p><u>Éléments déclencheurs</u></p> <p>- Pluies diluviennes</p> <p>-Absence de canalisation</p> <p>-Marais non aménagés</p> <p>-Bouchage des canaux d'évacuation des eaux</p>	<p>-Maladies épidémiques ;</p> <p>-Eroulement de terrains ;</p> <p>-Pollution de l'eau ;</p> <p><u>Besoins :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les besoins en vivres et non vivres - les médicaments - Kits DMU-SSR - cliniques mobiles ; - structure de coordination des aides humanitaires - Moyen financiers - Outils et matériels IEC - Logistique d'assainissement - Mesures de protection et de sécurité 	<p><u>Nombre population affectée</u></p> <p>Près de 1 million de personnes</p>		<p><u>Facteurs aggravants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La pauvreté des ménages ; - Prolifération des maladies épidémiques ; - Inaccessibilité des zones inondées ; - Interventions tardives ;
---	---	---	---	--	--

<p>H1 : Assister les populations affectées en Vivres et ration de protection des semences</p> <p>C1 : Insuffisance des stocks de réserves des vivres</p> <p>R1 : Recourir aux partenaires pour assistance en vivre</p> <p>H2 : Assister les sinistrés en semences sélectionnés</p> <p>C2 : Insuffisance de semences sélectionnées</p> <p>R2 : Mobiliser les semences sélectionnées auprès des partenaires</p>	<p>H3 : Assister les malnutris</p> <p>C3 : Insuffisance des centres nutritionnels</p> <p>R3 : Faire appel aux partenaires spécialisés pour l'assistance des malnutris</p> <p>H4 : Assister les vulnérables, les survivants et les malades du SIDA</p> <p>C4 : Les vulnérables, les survivants et les malades du SIDA ne sont suffisamment prise en compte dans les interventions d'urgence</p> <p>R4 : Assurer l'intégration effective des éléments du DMU-SSR dans les interventions d'urgence</p> <p>H5 : Promouvoir la production alimentaire à travers l'encadrement</p> <p>C5 : Insuffisance des moyens financiers et humains</p> <p>R5 : Demander l'appui des partenaires habilités</p>
--	--

CONTINGENCE : MOUVEMENTS SISMIQUES

Scénario du meilleur cas : Un tremblement de terre de petite magnitude survient et on n'enregistre pas de dégâts suite aux respects des normes de construction antisismique.					
Scénario le plus probable : Quelques dégâts matériels causés par le tremblement de terre ont été enregistrés suite au non respects des normes de construction des infrastructures.					
Scénario du pire cas : Beaucoup de décès, des blessés et des dégâts matériels et environnementaux causés par le tremblement de terre de forte magnitude sont enregistrés à cause de non respect des normes de constructions, absence des stations sismographiques de détection et de surveillance, l'agglomération de la population, insuffisance des services de secours rapides équipés et spécialisés.					
Scénario du pire cas	Indicateurs Éléments déclencheurs	Conséquences humanitaires potentielles / besoins	Population affectée (nombre) Localisation	Acteurs disponibles	Contraintes dans la réponse Facteurs aggravants
<p>Beaucoup de décès, des blessés et des dégâts matériels et environnementaux causés par le tremblement de terre de forte magnitude sont enregistrés à cause de non respect des normes de constructions, absence des stations sismographiques de détection et de surveillance, l'agglomération de la population, insuffisance des services de secours rapides équipés et spécialisés.</p>	<p><u>Indicateurs</u></p> <p>Nombreux cas de décès et de blessés</p> <p>Plusieurs infrastructures démolis</p> <p>Réseaux de communication coupés</p> <p>Tout le système environnemental perturbé</p> <p><u>Éléments déclencheurs</u></p> <p>Fragilité du sol</p> <p>Non respect des normes de construction</p>	<p><u>Conséquences</u></p> <p>Pertes en vies humaines</p> <p>Invalidités chronique</p> <p>Destruction des infrastructures</p> <p>Destruction totale du système socioéconomique et environnemental</p> <p><u>Besoins</u></p> <p>Equipes spécialisées et équipées d'intervention rapide</p> <p>Stock de contingence suffisant et disponible</p>	<p><u>Localisations</u></p> <p>- La région de Mumirwa (la plaine de l'Imbo de Cibitoke à Makamba)</p> <p>- Régions volcaniques du sud- Kivu et Rwanda</p> <p><u>Nombre populations affecté</u></p> <p>Toute la population des régions à risque</p>	<p><u>Acteurs disponibles</u></p> <p>- Gouvernement</p> <p>- Equipes spécialisées de secours des autres pays</p> <p>- Toutes les agences des Nations Unies</p> <p>-CROIX ROUGE, CICR</p> <p>- Media locaux et internationaux</p> <p>- La communauté locale</p>	<p><u>Contraintes</u></p> <p>- Pas de station sismographique de surveillance</p> <p>- insuffisance du personnel qualifié à la matière</p> <p>- insuffisance des équipes et équipements spécialisés de secours</p> <p>-urbanisation incontrôlée</p> <p>-Insuffisance des moyens matériels et financiers</p>

	<p>Absence de la cartographie des zones à risques</p> <p>Manque des appareils sismographiques de détection et de surveillance</p> <p>Ignorance de la communauté sur les aléas sismiques</p>	<p>Les structures de Prise en charge (médicale, DMU.SR nutritionnels, abris, psycho social ...) disponible</p> <p>Kits spécialisés pour les funérailles</p> <p>Assistance d'urgence en besoins élémentaires notamment : cliniques mobiles, médicaments, vivres, vêtements, abris.</p>			<p><u>Facteurs aggravant</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ignorance de la population sur les aléas sismiques - Sol fragile - Zones à risque sismiques - La non exploitation des schémas d'aménagements du territoire
--	---	---	--	--	--

<p>H1 : Evacuer les blessés et Chercher dans les décombres les rescapés</p> <p>C1 : Insuffisance des moyens humains, logistiques, infrastructures de santé et le personnel soignants</p> <p>R1 : Mobiliser l'appui des partenaires nationaux et internationaux</p> <p>H2 : Installer et protéger dans les sites d'accueil les populations déplacées</p> <p>C2 : Insuffisance des sites d'accueil des déplacées et insuffisance des moyens pour les forces de sécurité</p> <p>R2 : construire les abris provisoires d'accueil (tentes et sheetings) et renforcer les moyens des forces de sécurité.</p> <p>H3 : Assister les populations déplacées en vivres et non vivres</p> <p>C3 : Insuffisance des stocks des vivres et non vivres</p> <p>R3 : Recourir aux partenaires pour constituer les stocks des vivres et non vivres</p> <p>H4 : promouvoir l'hygiène et l'assainissement dans les sites d'accueil</p> <p>C4 : Insuffisance des moyens logistiques et humains pour l'hygiène et assainissement</p> <p>R4 : Recourir aux partenaires œuvrant dans le secteur hygiène Eau et Assainissement pour mobiliser les moyens logistiques et humains</p> <p>H5 : Assister la population déplacée en soins de santé</p> <p>C5 : Insuffisance des stocks de médicaments, ressources humaines médicales et les structures de soins de santé</p> <p>R5 : Mobiliser auprès des partenaires les stocks additionnels, les ressources humaines médicales et ériger des cliniques mobiles</p>	<p>H6 : Assister les victimes des violences sexuelles et assurer les services de Santé Sexuelle et Reproductive dans les zones affectées</p> <p>C6 : La non intégration effective des éléments du DMU-SSR dans les interventions d'urgence</p> <p>R6 : Sensibiliser les intervenants sur l'importance de l'intégration des éléments DMU-SSR dans les interventions d'urgence</p> <p>H7 : Assurer la gestion des dépouilles mortelles</p> <p>C7 : Insuffisance des morgues, des cimetières et insuffisances des moyens logistiques et financiers pour les funérailles</p> <p>R7 : Recourir aux partenaires pour appuyer dans la gestion des dépouilles mortelles</p> <p>H8 : Assurer la réhabilitation, la reconstruction et réinsertion</p> <p>C8 : Insuffisance des moyens matériels et financiers</p> <p>R8 : Mobiliser les partenaires pour appuyer dans le programme de la réhabilitation, reconstruction et réinsertion.</p>
--	--

CONTINGENCE 6 : VENTS VIOLENTS

Scénario du meilleur cas : Pas de dégâts matériels ou humains enregistrés lors du passage des vents violents grâce à l'existence des arbres coupe vents et au respect des normes de construction

Scénario le plus probable : Quelques dégâts matériels sont enregistrés à cause du déboisement sur certains passages de vents violents

Scénario du pire cas : Beaucoup de décès, de blessés et de sans abris ; beaucoup d'infrastructures socio-économiques et des dégâts environnementaux sont enregistrés suite au non respect des normes de construction et au déboisement abusif.

Scénario du pire cas	Indicateurs Éléments déclencheurs	Conséquences humanitaires potentielles / besoins	Population affectée (nombre) Localisation	Acteurs disponibles	Contraintes dans la réponse Facteurs aggravants
Plusieurs décès, blessés et sans abris, beaucoup d'infrastructures socio-économiques et des dégâts environnementaux sont enregistrés suite au non respect des normes de construction et au déboisement abusif	<u>Indicateurs</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Beaucoup de pertes en vies humaines et des blessés ▪ Plusieurs ménages affectés ▪ Infrastructures socio-économiques fortement endommagées (salles de classe, CDS, marchés, églises détruites, routes bloquées, réseaux de communication) ▪ Environnement gravement détruit (des cultures, des 	<u>Conséquences</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 000 Morts et 50 000 blessés ▪ 100 000 ménages sans abris ▪ Structures médico-sanitaires débordées ▪ 24 000 enfants qui ne vont pas à l'école ▪ 5 000 enfants orphelins 	<u>Localisations</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tout le territoire national 	<u>Acteurs disponibles</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Gouvernements : Ministères de l'Intérieur, de la sécurité publique, Santé, Education, Environnement, SNDPG etc. ▪ Plate forme nationale, ▪ Agences des NU ▪ Organisations internationales et Organisations nationales, ▪ les confessions religieuses ▪ Les leaders communautaires 	<u>Contraintes</u> <ul style="list-style-type: none"> - Stock de contingence non disponible - Faible capacités en ressources humaines compétentes - Système de coordination des interventions lacunaires - Communication lacunaire (non transversale, problème de réseaux) <u>Facteurs aggravants</u> <ul style="list-style-type: none"> - Epidémies,

	<p>boisements et bétails)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Coupures de l'électricité <p><u>Éléments déclencheurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Perturbations climatiques ▪ Non respect des normes architecturales ▪ Déforestation ▪ Relief 	<p><u>Besoins</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 000 sheeting kits (abris) ▪ Espace temporaire d'apprentissage pour 24000 enfants ▪ Kits scolaires pour 24000 enfants des primaires, ▪ kits de récréation pour 2000 enfants de moins de 5 ans ▪ cliniques mobiles pour les services SSRⁱ ▪ Kits de DMU en SSR ▪ Vivres et non vivres ▪ Sacs mortuaires ▪ Moustiquaire ▪ Matériel de secours ▪ Matériel aratoire 	<p><u>Nombre populations affectées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 500 000 Personnes affectées 		<p>contaminations diverses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les violences sexuelles - Manque d'eau potable - Accès difficiles aux sites d'accueil
--	--	---	--	--	--

<p>H1 : Evacuer les blessés et Chercher dans les décombres les rescapés</p> <p>C1 : Insuffisance des moyens humains, logistiques, infrastructures de santé et le personnel soignants</p> <p>R2 : Mobiliser l'appui des partenaires nationaux et internationaux</p> <p>H2 : Installer et protéger dans les sites d'accueil les populations déplacées</p> <p>C2 : Insuffisance des sites d'accueil des déplacées et insuffisance des moyens pour les forces de sécurité</p> <p>R2 : construire les abris provisoires d'accueil (tentes et sheetings) et renforcer les moyens des forces de sécurité.</p> <p>H3 : Assister les populations déplacées en vivres et non vivres</p> <p>C3 : Insuffisance des stocks des vivres et non vivres</p> <p>R3 : Recourir aux partenaires pour constituer les stocks des vivres et non vivres</p> <p>H4 : promouvoir l'hygiène et l'assainissement dans les sites d'accueil</p> <p>C4 : Insuffisance des moyens logistiques et humains pour l'hygiène et assainissement</p> <p>R4 : Recourir aux partenaires œuvrant dans le secteur hygiène Eau et Assainissement pour mobiliser les moyens logistiques et humains</p> <p>H5 : Assister la population déplacée en soins de santé</p> <p>C5 : Insuffisance des stocks de médicaments, ressources humaines médicales et les structures de soins de santé</p> <p>R5 : Mobiliser auprès des partenaires les stocks additionnels, les ressources humaines médicales et ériger des cliniques mobiles</p>	<p>H6 : Assister les victimes des violences sexuelles et assurer les services de Santé Sexuelle et Reproductive dans les zones affectées</p> <p>C6 : La non intégration effective des éléments du DMU-SSR dans les interventions d'urgence</p> <p>R6 : Sensibiliser les intervenants sur l'importance de l'intégration des éléments DMU-SSR dans les interventions d'urgence</p> <p>H7 : Assurer la gestion des dépouilles mortelles</p> <p>C7 : Insuffisance des morgues, des cimetières et insuffisances des moyens logistiques et financiers pour les funérailles</p> <p>R7 : Recourir aux partenaires pour appuyer dans la gestion des dépouilles mortelles</p> <p>H8 : Assurer la réhabilitation, la reconstruction et réinsertion</p> <p>C8 : Insuffisance des moyens matériels et financiers</p> <p>R8 : Mobiliser les partenaires pour appuyer dans le programme de la réhabilitation, reconstruction et réinsertion.</p>
--	--

7&8 PLANS DE REPONSE ET DE PREPARATION SECTORIELS/PAR ACTEUR

i) PLAN DE PREPARATION SECTORIEL

Contingence : Conflits sociopolitiques

Acteurs	Objectif et Bénéficiaires	Réponse	Activités	Responsable	Ressources financières en Fr Bu		
					disponible	à mobiliser	TOTAL
MEEATU	<p>Objectif :</p> <p>-Aménager les sites d'accueil des sinistrés</p> <p>-Rendre disponible les matériaux de construction pour la contribution dans l'installation des</p>	<p>Aménagement des sites d'accueil pour les sinistres</p> <p>Offrir aux sinistrés les matériaux de construction</p>	<p>Identification des sites,</p> <p>Evaluation environnementale des sites et plan de gestion socio-environnemental,</p> <p>Aménagement des sites,</p> <p>Elaboration des plans de constructions,</p> <p>Budgétisation des actions</p> <p>Fourniture des perches pour les constructions</p> <p>Construction des foyers améliorés pour les ménages,</p>	<p>DGATPPF</p> <p>DGFE</p> <p>DGATPPF</p> <p>DGFE</p>	0		

	sites d'accueil -Assurer la coordination des partenaires dans l'assistance des sinistrés en eau potable et l'assainissement du milieu		Coordination des actions de distribution en eau potable et assainissement	DGREA			
--	--	--	---	-------	--	--	--

Contingence : Conflits sociopolitiques

Acteurs	Objectif et Bénéficiaires	Réponse	Activités	Responsable	Ressources financières/BIF		
					dispo nible	à mobiliser	TOTAL
MSF-B	- Répondre aux besoins en non vivres pour 250 ménages déplacés	- Distribution des non vivres - Administration des soins médicaux	- Acheminer les non vivres jusqu'au camp de déplacés - Mettre en place les cliniques mobiles	Chef de mission Bavo Christiansen 79953192			
	Prise en charge de l'afflux des blessés (150)	- Triage des blessés - Appui en médicaments et matériel médical - Appui en ressources humaines	- Acheminer les Kits de médicaments vers les structures de soins - Appui pour le suivi des victimes				
	Epidémie de choléra : Prise en charge des patients de choléra	- Appui en kits choléra - Appui en matériel logistique - Appui en ressources humaines	- Construction des UTC - Prise en charge médicale - Promotion de santé				

Contingence : Epidémies

Acteurs	Objectif et Bénéficiaires	Réponse	Activités	Responsable	Ressources financières		
					en Fr Bu		
					disponible	à mobiliser	TOTAL
MSPLS	L'objectif est de contribuer à la réduction de la morbi-mortalité due aux épidémies par une prise en charge adéquate des cas	<p>Classification – évaluation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Soins aux malades</p> <p>Education pour la santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> - réunir le comité de coordination de lutte contre le choléra ; - dresser l'inventaire du matériel de base disponible ; - informer le public, les districts sanitaires voisins et les médias ; - dispenser la formation requise, aux prestataires de santé sur les urgences - instaurer des centres de traitement provisoires ; - recueillir, communiquer et analyser les données relatives aux cas, aux décès et aux activités de lutte ; - réunir des informations sur l'épidémie ; - fournir des informations sur les résultats obtenus et adapter les interventions ; - mettre en œuvre des mesures pour endiguer la propagation de la maladie (désinfection des sources d'eau, mesures destinées à protéger la salubrité alimentaire) ; - produire et/ou adapter les messages ; - mener des campagnes d'IEC/CCC - demander une aide supplémentaire ; - suivre et évaluer les mesures de contrôle. 	<p>Direction générale de la santé</p> <p>Service de préparation et réponse aux urgences</p>	0	2milliards FBu	

Toutes les contingences :

Acteurs	Objectif et Bénéficiaires	Réponse	Activités	Responsable	Ressources financières		
					en Fr Bu	disponible	à mobiliser
MSPLS, Equipe DMU	<p>L'objectif est de s'assurer de l'intégration effective des activités en rapport avec le DMU-SSR dans les interventions d'urgence pour contribuer à la réduction de la morbi-mortalité, et les handicaps pour les populations affectées par la situation d'urgence</p> <p>Bénéficiaires ; toute la population de la zone affectée</p>	<p>- Intégrer l'équipe DMU SSR dans le cluster sante nutrition</p> <p>.....</p> <p>- Renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre le DMU-SSR</p> <p>.....</p> <p>- Prévenir la violence sexuelle et prendre en charge les victimes/survivante</p>	<p>1. Mettre en place un agent de SR qui va travailler dans une structure de coordination sanitaire (MSPLS)</p> <p>2. Tenir des réunions régulières pour discuter de l'intégration des interventions DMU SSR dans les interventions d'urgence</p> <p>3. Rendre disponible les kits DMU SSR</p> <p>.....</p> <p>1. Evaluer les besoins y compris ceux en formation</p> <p>2.. Renforcer les capacités selon les besoins identifiés.</p> <p>.....</p> <p>1. Mettre en place les mécanismes de protection, surtout pour les femmes et les jeunes filles</p> <p>2. Offrir les services médicaux et psychosociaux aux victimes/survivant(e)s</p> <p>3. Informer les communautés sont informées des services existants</p>	Le Chef du Service National de Lutte contre les Epidémies	-	-	-

		<p>.....</p> <p>- Prévenir la surmorbi-mortalité maternelle, néonatale et infantile</p> <p>.....</p> <p>- Réduire la transmission du VIH/IST</p> <p>.....</p> <p>- Intégrer les soins complets de SSR aux soins de santé primaires</p>	<p>.....</p> <p>1. Offrir les soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU). Mettre en place et redynamiser les systèmes de référence et contre référence des urgences obstétricales et néonatales fonctionnant 24h/24 et 7jours/7</p> <p>.....</p> <p>1. Rendre disponible des kits d'accouchement hygiéniques aux femmes visiblement enceintes et kits de dignité</p> <p>2. S'assurer de la mise en place des précautions standards</p> <p>3. S'assurer de la disponibilité des préservatifs</p> <p>4. S'assurer de la sécurité transfusionnelle</p> <p>.....</p> <p>1. Identifier les futurs sites de prestation en SR complet</p> <p>2. Identifier les voies d'approvisionnement et s'assurer que les équipements et fournitures SR sont commandés</p> <p>3. plaider pour la disponibilité des équipements et fournitures SR</p>				
--	--	--	---	--	--	--	--

Contingence : Sécurité alimentaire, conflits sociopolitiques, épidémies, inondations, vents violents, (Bujumbura mairie, Bujumbura rural, Cankuzo, Kayanza, Kirundo, Nyanza Lac)

Acteurs	Objectif et Bénéficiaires	Réponse	Activités	Responsable	Ressources financières		
					en Fr Bu		
					disponi ble	à mobiliser	TOTAL
Oxfam novib et autres Oxfam et les partenaires opérationnels : ACORD, OAP, NFD, CAPAD)	Prévention, réduction d'impact pour 60 000 personnes	Coordination Mobilisation des fonds Campagnes et plaidoyer Assistance directe aux victimes	Cartographie des acteurs Stratégie de mobilisation des fonds Mise à jour des plans de contingences avec les partenaires opérationnels Renforcement des capacités des partenaires	Monique Van Es, Représentante Légale, tel 22277231, 79162003 monique.van.es@oxfamnovib.nl	100,000 euros par an	200,000 euros mobilisables auprès d'autres Oxfams	300,000 euros

Contingence : Toutes les contingences

Acteurs	Objectif et Bénéficiaires	Réponse	Activités	Responsable	Ressources financières		
					en Fr Bu		
					disponible	à mobiliser	TOTAL
Médias et le point focal du Ministère en charge de la communication à la PFNPRGC	S'assurer que tout le dispositif nécessaire à la transmission de l'information utile est en place et prêt à être activé	<p>-Descentes sur terrain pour faire des reportages sur la situation en indiquant les besoins élémentaires</p> <p>-Couvrir les conférences de presse relative à la contingence en question.</p> <p>-Produire et diffuser des émissions relatives.</p> <p>-Produire et diffuser des téléthons en cas de besoin en vue de mobiliser les humanitaires</p>	<p>-Mettre en place une stratégie de communication adaptée la communication en situation d'urgence.</p> <p>-Former le réseau des journalistes œuvrant dans la gestion des catastrophes sur le reportage en situation d'urgence.</p> <p>-Chercher les moyens matériels et financiers minimaux nécessaires à la couverture médiatique des désastres.</p>	Le point focal du Ministère en charge de la communication à la PFNPRGC	-	-	-

Contingence: Conflits socio-politiques

Acteurs	Objectif et Bénéficiaires	Réponse	Activités	Responsable	Ressources financières		
					en Fr Bu	disponible	à mobiliser
Administration	-Mettre en place tous les moyens nécessaires pour la coordination des activités en vue d'assister les sinistrés et restaurer la sécurité. - Bénéficiaires : 500.000 personnes	Déclencher le plan ORSEC	-Former 3000 évaluateurs pendant 2 jours	Administration et acteurs	0	80.000 fb/pers	240.000.000 FB
			-Actualiser régulièrement les plans de contingence tous six mois :	Administration, plate forme nationale et partenaires	0	0	20.000.000 FB
			.Plan de contingence National	Plate forme nationale	0	0	3.000.000.Fb/ province
			.Plan de contingence provincial	Protection civile, Administration, Plate forme	0	0	3.000.000 Fb/ commune
			.Plan de contingence communal	Idem	0	0	0
			-Activation des clusters et s'assurer de la capacité de réponse		0	0	0
			-Renforcer les mécanismes d'alerte rapide		0	0	0
			-Mettre en place les mécanismes de gestion de conflits et rendre opérationnel le cadre de dialogue social permanent à travers une bonne gouvernance		0	0	0

Contingence : Insécurité alimentaire

Acteurs	Objectif et Bénéficiaires	Réponse	Activités	Responsable	Ressources financières		
					disponible	à mobiliser	TOTAL
Administration	Assurer la préparation de la réponse à l'insécurité alimentaire. Bénéficiaire : La population affectée.	Coordonner les intervenants pour l'assistance alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> -Coordonner les activités liées à la production, à la transformation, à la commercialisation des denrées alimentaire -Constituer des stocks de vivres par commune -Identifier et collaborer avec les partenaires en matière de préparation de la réponse -Former les encadreurs de la population dans le domaine de la sécurité alimentaire (1 moniteur agricole par colline et 1 agronome par commune). 	Administration, Minagri, Partenaires (FAO, FIDA ; etc..) Administration et partenaires Idem MinAgriE	0 0 0	0 20.000.000 Fb / commune 0	0 0 0

9. MECANISMES DE MOBILISATION DES RESSOURCES

Aperçu du système de financement

Des fonds exceptionnels sont débloqués par le Gouvernement pour appuyer les départements ministériels clés en matière de PRGC et les régions sinistrées. Quelques structures intervenant dans la réponse aux urgences sont subventionnées par l'Etat. En dépit des efforts déployés par le Gouvernement, la tendance à dépendre des aides et financements extérieurs pour les secours d'urgence est encore marquée.

Au Burundi, les sources de financement dans le domaine de la Prévention des Risques et de la Gestion des Catastrophes ne sont pas structurées, ni prédéfinies. Quelques modestes financements sont rarement octroyés pour les secours d'urgence.

Les ressources des phases pré catastrophes : la prévention et l'atténuation sont quasi inexistantes et sont dépendantes des projets financés par les bailleurs de fonds. Ces ressources proviennent souvent des aides et dons en nature ou en espèce.

Il faudrait noter que les fonds alloués aux activités de rétablissement et de reconstruction s'avèrent nettement insuffisants par rapport aux dégâts enregistrés en cas de survenue d'une catastrophe.

Différents ministères techniques mobilisent leurs propres ressources pour apporter la réponse aux urgences.

Il serait important de s'assurer que les ressources limitées disponibles sont investies de manière à maximiser leurs impacts. Aussi, la coordination et la complémentarité des divers projets et programmes doivent être un principe de base dans l'utilisation des fonds nationaux et internationaux.

Quelques défis financiers.

- 1) Les dépenses sont mobilisées par le gouvernement à chaque apparition de catastrophes.
- 2) La faiblesse du budget national peut également expliquer l'absence d'une ligne budgétaire pour la Réduction des Risques de Catastrophes.
- 3) La majorité des localités ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour les activités de secours.
- 4) Les faibles revenus associés à l'absence de la culture du risque s'ajoutent à la non disponibilité des services d'assurance contre les risques de catastrophes.
- 5) L'insuffisance des frais de fonctionnement des Plates formes de PRGC.

Mécanismes de financement durables

Des ressources propres internes sont programmées dans le Budget National. Néanmoins, ces ressources sont limitées et ne permettent pas au Gouvernement de couvrir les besoins liés à

l'ampleur des catastrophes. L'Etat est obligé de mobiliser ponctuellement un budget additionnel. La création d'un fonds spécial pour la PRGC serait une réponse à ce défi.

Aux ressources financières provenant du budget ordinaire de l'Etat s'ajoutent les financements du secteur privés, des sociétés d'assurance et des aides extérieures.

Les mécanismes financiers encouragent les acteurs aux différents niveaux à:

- Développer des mécanismes de prévention des risques de catastrophes
- Définir clairement les objectifs de chaque phase de gestion des risques de catastrophes
- Réagir rapidement à toute urgence et coordonner l'intervention pour minimiser l'impact des catastrophes.

Création d'un fonds spécial de PRGC

Pour pouvoir répondre efficacement et dans un délai limité, les structures en charge de la Prévention des Risques et de la Gestion des Catastrophes devraient disposer d'un fonds dénommé « Fonds Spécial de PRGC ».

Le Fonds Spécial de PRGC sera établi sur base d'une approche « tous risques ».

Il sera alloué aux activités et projets relatifs à la prévention, la préparation et l'atténuation des risques et catastrophes, mais également les activités de réponse.

Mobilisation des ressources financières

- Les aides humanitaires
- Les contributions du secteur privé

Mécanismes de gestion

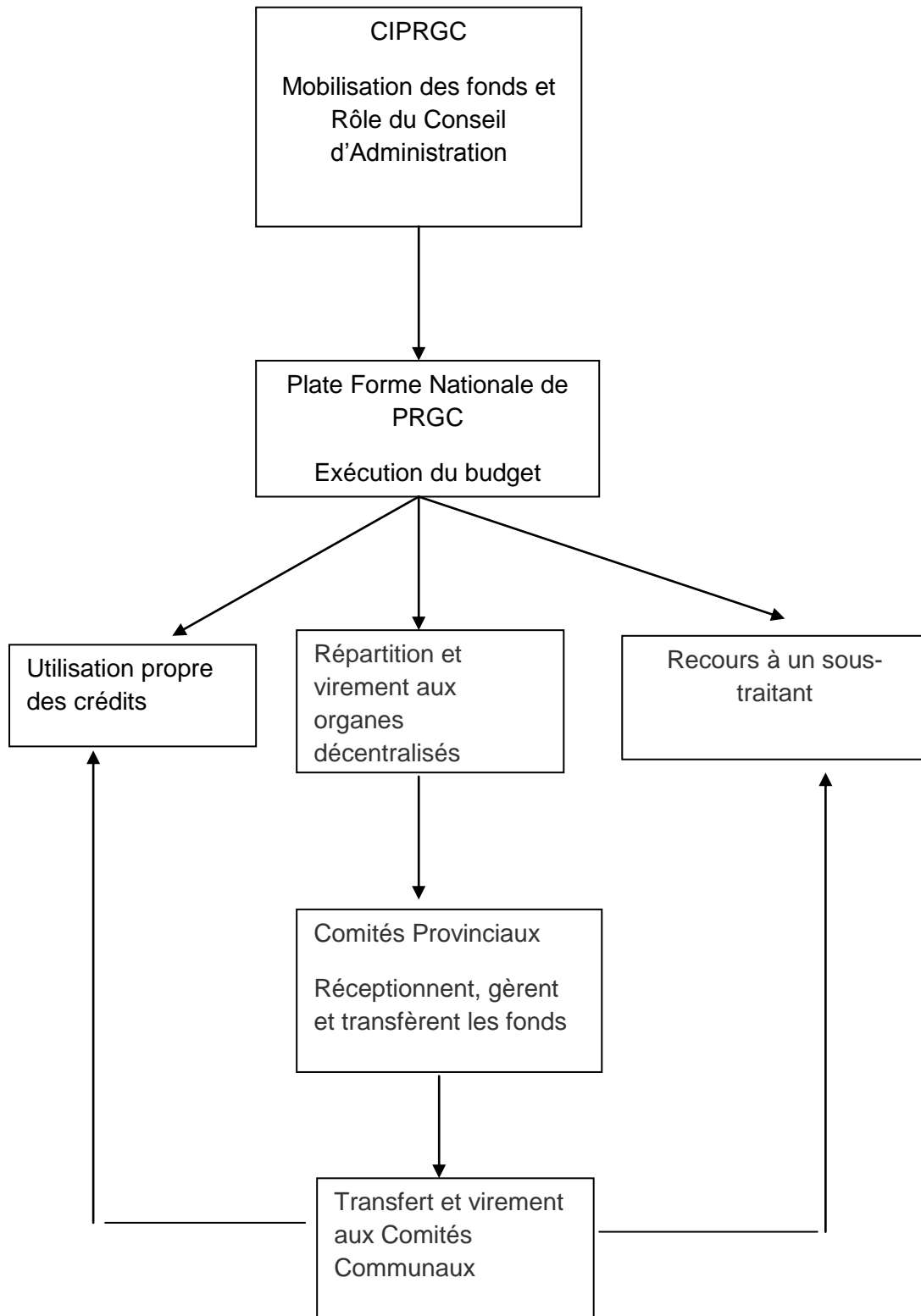
Le Fonds Spécial de PRGC serait géré selon les règles de la comptabilité publique. Des mécanismes de déblocage rapide et souple sont à utiliser à partir de l'adoption de la réglementation y relative. Les fonds additionnels seront intégrés dans ledit Fonds dans le cadre d'une loi de finances rectificative.

Pour avoir accès à ce Fonds Spécial décentralisé jusqu'au niveau de la Commune, le Représentant de la structure en charge de la gestion des catastrophes au niveau affecté par une situation d'urgence devra déclarer officiellement la catastrophe en suivant les procédures connues.

Une comptabilité devra être tenue à tous les niveaux de gestion pour s'assurer que les dépenses ont réellement eu lieu et des systèmes de contrôle des comptes seront instaurés. Pour une gestion saine et transparente, les rapports seront mis à la disposition de tous les intervenants.

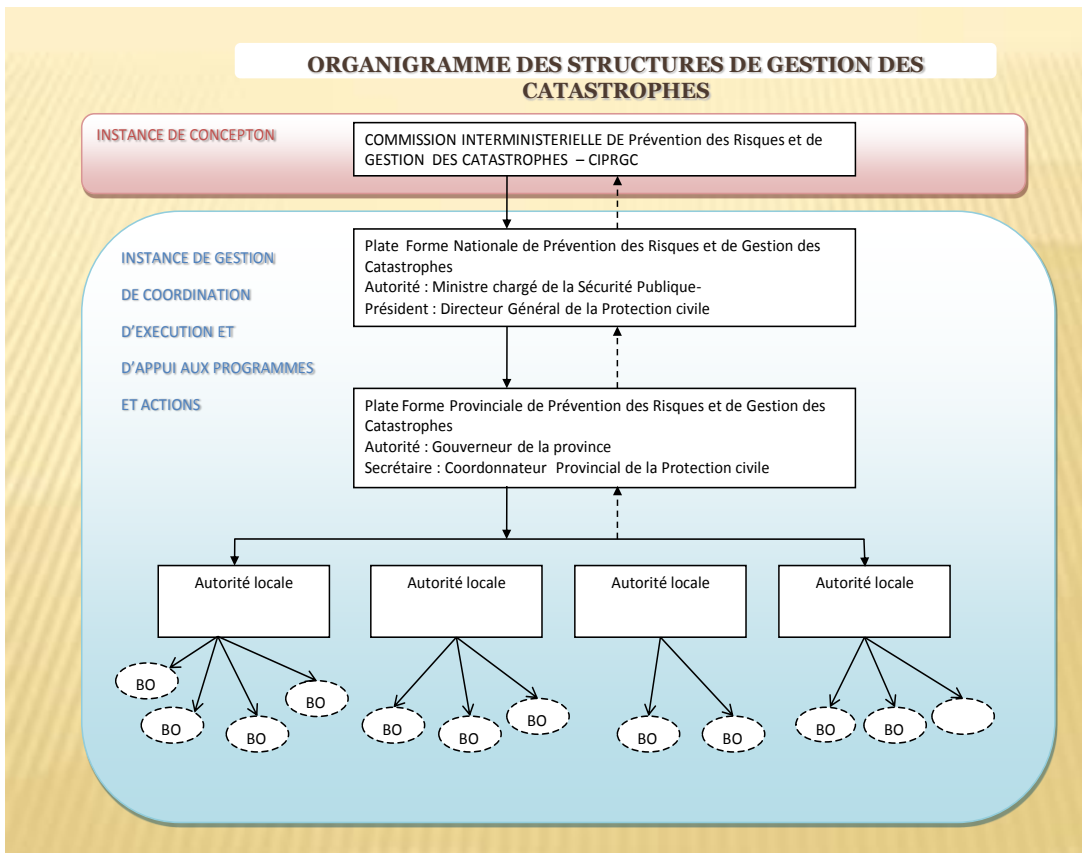
En vue d'une optimisation de l'utilisation des ressources, les procédures, le système de réapprovisionnement, le suivi et contrôle à travers les différentes phases de gestion sont à déterminer de manière précise. Il en est de même pour les instruments de contrôle et d'audit.

SCHÉMA RÉCAPITULATIF DE MÉCANISMES DE GESTION



10. MECANISMES DE COORDINATION

Schéma de montage institutionnel national de coordination



Note bien : BO signifie base opérationnel

Mécanismes de coordination

Le Président de la Plate Forme Nationale coordonne toutes les activités en matière de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes.

Il entretient un cadre de consultations permanentes avec tous les intervenants dans ce domaine :

- Les Comités Techniques établis au sein des Ministères ; - Les Etablissements publics ;
- Les Plates Formes Provinciales de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes ;
- Les Plates Formes Communales de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes ;
- Les Agences du système des NU ; - Le Secteur Privé ; - Les confessions religieuses ;
- La Société Civile ; - Les ONGs ;

Les interventions aux différents niveaux se font selon un processus d'intensification (step up) d'après lequel le niveau directement hiérarchique n'intervient que sur demande formulée quand les capacités de réponse du niveau inférieur s'avèrent insuffisants ou inefficaces.

L'appel à la Communauté internationale est fait par le 1^{er} Vice-Président de la République quand les capacités nationales de réponse sont dépassées.

ANNEXES

❖ ANNEXE1 : MOT D'ACCUEIL DU PRESIDENT DE LA PLATE FORME NATIONALE DE PREVENTION DES RISQUES ET DE GESTION DES CATASTROPHES ET DIRECTEUR GENERAL DE LA PROTECTION CIVILE

- Monsieur le Représentant du Ministre de la Sécurité Publique ;
- Monsieur le Représentant Résident du FNUAP ;
- Mesdames, Messieurs les Gouverneurs de Province et Présidents des Plates Formes Provinciales ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Corps Diplomatiques et Consulaires accrédités au Burundi ;
- Madame représentant le Pathfinder International ;
- Mesdames, Messieurs les Membres de la PFN ;
- Mesdames, Messieurs les Représentants du Système des NU ;
- Mesdames, Messieurs les Représentants des ONG Internationales et Locales ;
- Messieurs les Officiers de la Direction Générale de la Protection Civile ;
- Distingués invités ;
- Mesdames et Messieurs

La Plate Forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes a la joie et le plaisir de vous accueillir dans cette salle à l'occasion de cette importante séance de Validation du plan de Contingence National actualisé de Gestions des Urgences. Il s'agit d'un témoignage éloquent de l'intérêt que vous accordez à cette problématique de réduction des risques de catastrophes et nous vous en remercions vivement. Nos remerciements s'adressent plus particulièrement à UNFPA et Pathfinder International qui ont co-financé tout le processus de l'actualisation du Plan de Contingence National de gestion des Urgences intégrant le Dispositif Minimum d'Urgence es Santé Sexuelle et Reproductive dans des situations de crise jusqu'au stade de sa validation.

Monsieur le Représentant du MSP

Distingués Invités

Mesdames et Messieurs

En Afrique, les catastrophes s'accroissent en fréquence et en intensité hypothéquant dangereusement la réalisation des OMD et en contribuant à la réduction de la capacité des africains à survivre et prospérer. Il est rapporté que presque deux catastrophes de proportions significatives sont enregistrées chaque semaine dans la région de l'Afrique depuis l'an 2000, en moyenne 12,5 millions de personnes sont affectées par année.

Des formes de vulnérabilité multiples et interdépendants détiennent le potentiel de transformer des aléas mineurs et catastrophes humaines : 400 millions de personnes en Afrique vivent en dessous du seuil de pauvreté et 200 millions sont considérés comme souffrant de malnutrition. Les changements climatiques amplifient les risques et exacerbent les vulnérabilités existantes sur le continent en augmentant la fréquence et la sévérité des événements climatiques extrêmes.

Sur le plan national, d'Octobre à Avril, les pertes et les dommages occasionnés par les pluies diluviennes associés aux vents violents ont été évalués comme suit :

- 836 maisons détruites ;
- 45 écoles ;
- infrastructures endommagés : 06 ;
- 26 373ha de cultures endommagées ;
- 12 décès ;
- 30 681 ménages affectés.

Face à ce tableau peu réconfortant, la 5^{ème} priorité du Cadre d'action d'Hyōgo recommande aux Etats de se préparer pour se tenir prêt à réagir avec efficacité. Deux questions méritent d'être posées ici :

- ✚ Premièrement : Sommes-nous bien préparés une réponse efficace aux situations d'urgence? Oui, nous pouvons affirmer que des actions significatives ont été réalisées mais force est de constater qu'il ya toujours du pain sur la planche.
- ✚ Deuxièmement : Pourquoi cette situation? La problématique de la RRC n'est pas perçue par tous comme une priorité dès lors que comme Lavoisier l'a si bien dit : " rien ne se perd, rien ne crée ", nous devons impérativement investir dans le domaine de la RRC si nous voulons prospérer car la RRC doit être considérée comme une composante essentielle dans l'amélioration de nos conditions de vie, et dans ce sens, elle mérite d'être insérée dans la formulation de toutes les politiques publiques de l'Etat et la définition des priorités d'intervention visant le développement durable.

Monsieur le Représentant du MSP

Distingués Invités

Mesdames et Messieurs

L'élaboration d'un plan de contingence vise ni moins ni plus qu'une préparation à une réponse efficace en cas de survenue d'une situation d'urgence. C'est un précieux outil de gestion utilisé pour garantir que les dispositions adéquates sont prises en anticipation d'une crise et son élaboration consiste à :

- ❖ analyser les situations potentielles d'urgence et leurs impacts humanitaires ;
- ❖ classer les situations d'urgence par ordre de sévérité et probabilité ;
- ❖ développer des plans appropriés comprenant l'identification de buts clairs, d'objectifs, de politiques et de procédures en vue de réagir à des situations d'urgence potentielles selon leur probabilité et en fin
- ❖ garantir que les mesures préparatoires nécessaires et les activités de suivi soient bel et bien accomplies.

Bref l'élaboration d'un plan de contingence contribue à garantir que la réponse sera coordonnée grâce à la clarification des buts, des stratégies, des rôles et des responsabilités. C'est l'anticipation à une situation d'urgence imminente et récurrente.

Monsieur le Représentant du MSP

Distingués Invités

Mesdames et messieurs

Comme il a été déjà annoncé, l'objectif du présent atelier est la validation du Plan de Contingence National actualisé intégrant le DMU-SSR. Nous devons constamment garder à l'esprit qu'un plan de contingence n'a de valeur que quand il est périodiquement actualisé et régulièrement testé pour mesurer le degré de préparation à une réponse appropriée. Certes, c'est un exercice assez contraignant mais vouloir c'est pouvoir.

Au cas où nous nous accordons à reconnaître que la RRC est une affaire de tous, nul doute qu'on arrivera à développer un Etat et des Collectivités plus résilientes aux catastrophes, le but stratégique du CAH.

Avant de terminer mon propos, encore une fois, permettez-moi Mesdames et Messieurs de vous présenter au nom de la Plate Forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes, mes sentiments de remerciement à UNFPA et Pathfinder International qui nous ont appuyé dans toutes les phases d'élaboration de ce plan de contingence d'une part et à toute personne qui, de près ou de loin, a contribué à l'organisation de cet atelier d'autre part.

Anticipativement, je formule les mêmes sentiments de gratitude à toute personne, toute autorité, toute organisation qui voudra bien s'aligner à la PFNRRRC dans cette gymnastique de mise en œuvre de ce Plan de Contingence National de Gestion des Urgences.

Je vous remercie

**❖ ANNEXE2 : ALLOCUTION DE MONSIEUR Ismail MBENGUE,
COORDONATEUR RESIDENT a.i.**

Honorables Parlementaires,

Monsieur le Représentant du Ministre de la Sécurité Publique,

**Monsieur le Président de la Plate Forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des
Catastrophes,**

Excellences Messieurs les Ambassadeurs et Délégués des Organisations Internationales,

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs de Provinces

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs les Participants,

C'est un réel plaisir de m'associer aux illustres personnalités ici présentes pour manifester notre intérêt aux travaux de validation du Plan de Contingence National de Gestion des Urgences.

Je salue l'intérêt manifeste du Gouvernement Burundais en matière de prévention des risques et gestion des catastrophes car, comme vous le savez tous, ces dernières constituent un élément majeur de risque quant à la durabilité des acquis du développement.

En partenariat avec le Gouvernement du Burundi, ce Plan de Contingence National que nous avons actualisé et qui va être validé aujourd'hui est l'un des outils les plus importants qui nous permettent de réagir dans les délais raisonnables lorsque les catastrophes menacent ou surviennent.

Honorables Parlementaires,

Monsieur le Représentant du Ministre de la Sécurité Publique,

**Monsieur le Président de la Plate Forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des
Catastrophes,**

Excellences Messieurs les Ambassadeurs et Délégués des Organisations Internationales,

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs de Provinces

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs les Participants,

Certes beaucoup d'outils ont été produits en termes de prévention des risques, de préparation à la réponse, et de renforcement des capacités nationales mais, beaucoup reste à faire pour assurer une coordination plus soutenue des interventions lorsque des réponses urgentes s'imposent.

Etant donné le caractère multisectoriel de la prévention des risques et la gestion des catastrophes, il est plus que nécessaire de conjuguer nos forces pour s'assurer que tous les risques des catastrophes sont pris en compte dans nos différents plans d'action en matière de développement mais également en terme de prévention.

En effet, il serait illusoire pour le Ministère de la Sécurité Publique, à lui seul, de planifier et mettre en œuvre la prévention des risques et la gestion des catastrophes sans impliquer les ministères de l'environnement et de l'aménagement du territoire, celui de l'agriculture et de l'élevage, celui de la planification et des finances, celui de la santé, et d'autres. C'est pour cette raison que les plans de contingence sectoriels sont d'une importance capitale en terme prévention des risques et de planification de la réponse en cas de catastrophes. En effet, le plan national de contingence ne pourrait être sans s'appuyer sur les plans sectoriels.

Comme cela est connu de tous, les pays les plus pauvres sont les plus touchés par les désastres et dans la plupart des cas, ceci est dû à la pauvreté et aux changements climatiques; il est donc évident que, sont vains, les efforts de développement qui ne prennent pas en compte les catastrophes et les changements climatiques dans leurs plans de développement.

Je félicite le Gouvernement d'avoir intégré cette thématique dans le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté, II^e génération, qui vient d'être validée; je vous confirme également que la même thématique reste d'intérêt pour le Système des Nations Unies au Burundi.

Honorables Parlementaires,

Monsieur le Représentant du Ministre de la Sécurité Publique,

Monsieur le Président de la Plate Forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes,

Excellences Messieurs les Ambassadeurs et Délégués des Organisations Internationales,

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs de provinces

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs les Participants,

Aujourd'hui, plus que jamais, nous tous, acteurs de paix et du développement, sommes appelés à soutenir les efforts du Gouvernement dans la stabilisation de la paix et la pérennisation des

acquis du développement à travers l'intégration de la prévention des risques et la gestion des catastrophes dans nos diverses interventions.

Pour arriver à ces succès, nous devons mener des actions sur plusieurs fronts et plus particulièrement dans le développement du savoir, dans la mise en place des partenariats forts, dans la mise en œuvre des activités novatrices, et autres. En effet, avec un minimum de moyens, beaucoup peut être fait en termes de prévention, d'alerte précoce, de sensibilisation et autres ; ce qui importe le plus étant l'engagement des uns et des autres, à tous les niveaux.

Cet atelier nous offre donc une opportunité de renouveler notre engagement collectif dans la prévention risques et gestion des catastrophes et notre engagement individuel pour assurer une meilleure résilience des populations aux différents aléas naturels.

Honorables Parlementaires,

Monsieur le Représentant du Ministre de la Sécurité Publique,

Monsieur le Président de la Plate Forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes,

Excellences Messieurs les Ambassadeurs et Délégués des Organisations Internationales,

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs de provinces

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs les Participants,

Avant de terminer mon propos, je voudrais confirmer encore une fois l'engagement du Système des Nations Unies à appuyer le Gouvernement du Burundi dans la prévention des risques et la gestion des catastrophes sans quoi nos investissements au développement de ce pays seraient compromis.

Je vous remercie de votre attention.

❖ ANNEXE3 : DISCOURS DU COMMISSAIRE DE POLICE GAHUNGU PIERRE CLAVER, REPRESENTANT DU MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE

-Honorables parlementaires ;

-Monsieur le Représentant du Coordonateur Résident du Système des Nations Unies ;

-Monsieur le Président de la Plate Forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes;

-Messieurs les Gouverneurs de Province;

-Mesdames et Messieurs les Représentants des Corps Diplomatiques et Consulaires accrédités à Bujumbura ;

- Mesdames et Messieurs les Représentants des Agences du Système des Nations unies ;

-Distingués invités ;

-Mesdames et Messieurs

Au nom de Son Excellence Monsieur le Ministre de la Sécurité Publique empêché et en mon nom propre, j'ai un réel plaisir de procéder à l'ouverture de l'atelier de validation du Plan de Contingence National de Gestion des Urgences valable pour la période allant de Juin à Décembre 2012.

En effet, la moitié de la population mondiale est aujourd'hui exposée aux aléas dont les séismes, les éruptions volcaniques, les cyclones, les inondations, les sécheresses, les mouvements de terrain, etc. Près d'un milliard de personnes, soit une personne sur sept dans le monde souffre chroniquement de la faim et de la malnutrition. Environ neuf millions d'enfants dans le monde meurent avant d'atteindre l'âge de cinq ans et la dénutrition en est la cause pour un tiers des victimes.

L'arrivée inattendue des catastrophes majeures nous enseignent que l'absence de préparation anticipée de la réponse aux urgences est lourde de conséquences pour les populations victimes.

Ainsi et à titre illustratif, le tremblement de terre de janvier 2010 en Haïti a emporté plus de 200.000 personnes et détruit Port au Prince, la capitale.

Selon les rapports publiés par les Nations Unies, les inondations qui se sont abattues sur le Pakistan en Juillet 2010 ont occasionné la mort de près de 1.800 personnes et affecté 21 millions d'habitants.

Malgré la qualité des constructions parasismiques japonaises qui avaient sensiblement réduit le nombre de victimes et de dégâts occasionnés par le séisme le plus puissant que le Japon ait connu depuis 140 ans, le bilan est devenu lourd après le tsunami qui s'en est suivi et, 21.000 morts et disparus, ainsi que plus de 340.000 déplacés intérieurs ont été enregistrés en Mars 2011.

Honorables députés

Distingués invités

Mesdames, Messieurs

Après ce coup de projecteur sur la situation des catastrophes dans le monde, nous voudrions vous présenter brièvement l'état des lieux au niveau du Burundi car ce dernier n'a pas été épargné.

En effet, au cours de la dernière décennie, le Burundi a connu la sécheresse dans la Province de Kirundo, les inondations dans la plaine de l'Imbo, le choléra récurrent le long du Lac Tanganyika, ainsi que les accidents routiers. Ces exemples justifient la ferme volonté du Gouvernement à élaborer et valider avec ses partenaires le Plan de Contingence National qui est un outil précieux de gestion des catastrophes.

L'objectif de cet atelier est effectivement de valider le Plan de Contingence National de Gestion des Urgences qui définit le profil d'urgences du Burundi pour les six prochains mois et en établit l'ordre suivant : (i) conflits sociopolitiques, (ii) insécurité alimentaire, (iii) risques sismiques, (iv) épidémies de choléra et du paludisme, (v) inondations et (vi) vents violents.

Chers participants

Pour contribuer à la création d'un environnement protecteur qui réduit les risques de catastrophes, nous vous exhortons à valider ce Plan de Contingence actualisé qui sera un document de travail pour les différents acteurs appelés à le mettre en œuvre et un outil de dialogue entre le Gouvernement de la République du Burundi et ses partenaires financiers.

- Aux intervenants du domaine des urgences, nous demandons l'appropriation de cette préparation anticipée de la réponse aux urgences.

- Aux Gouverneurs de Province, nous demandons une implication active dans la mobilisation des ressources disponibles dans leurs entités administratives respectives.

- A la Plate Forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes, nous recommandons une bonne coordination des interventions d'urgence.

- Aux partenaires financiers, nous leur demandons d'être nos ambassadeurs auprès de leurs organisations pour la mise en œuvre effective de ce Plan de Contingence en cas de survenue d'une urgence peu importe sa nature.

Enfin, je ne saurais terminer mon propos sans réitérer nos remerciements à vous tous pour avoir répondu favorablement à l'invitation à cette importante activité. Que notre profonde gratitude parvienne à UNFPA et Pathfinder International qui ont accompagné tout le processus d'actualisation du plan qui fait objet de validation aujourd'hui. Que chaque partenaire du Gouvernement du Burundi ici présent se sente réconforté par cette expression de reconnaissance de ses contributions à la réponse aux urgences.

Ne doutant point de votre détermination à élever le niveau de préparation du Burundi aux urgences, je déclare ouverts les travaux de l'atelier de validation du Plan de Contingence National de Gestion des urgences intégrant le Dispositif Minimum d'Urgence en Santé Sexuelle et Reproductive en situations de crise.

Je vous remercie.

❖ ANNEXE4 : LISTE DES PARTICIPANTS

Série	Nom et Prénom	Organisation	Tél.	E-mail
01	CPP NIMENYA Herménégilde	P.C / PFN	77 958 100	nimenyah@yahoo.fr
02	OPC1 NIBARUTA Anicet	P.C / PFN	78 650 190	ryakarika@yahoo.fr
03	NTABINDI Jean	PFN	77 762 486	johntabindi@yahoo.fr
04	BANKUMUKUNZI Nestor	PFN	79 901 945	banesitoritv@yahoo.fr
05	NTAKIYIRUTA Salvator	PFN	79 993 953	ntakisalva@yahoo.fr
06	Dr NDAYISHIMIYE Spès	PFN	79 931 177	nspes92@yahoo.fr
07	SHIRAMANGA Maurice	PFN	77 735 820	mshiramanga@yahoo.fr
08	NDIKUMWENAYO Amie Louise	PFN	77 742 336	alndiku75@yahoo.fr
09	NIYONZIMA Félicité	PFN	75 588 084	niselly2000@yahoo.fr
10	BURIGUSA Amatus	PFN	78 824 057	amatusburi@yahoo.fr
11	OPC1 Dieudonné BACINONI	P.C	78 651 884	bacidodos@yahoo.fr
12	OPC1 IRAKOZE Ildephonse	P.C	78 733 349	irakozei@yahoo.fr
13	OPC1 MUSAVYI Léonce	P.C	79 927 335	musleonce@yahoo.fr
14	BAREGENSABE Bède	P.C	78 763 011	badenbd@yahoo.fr
15	NIZIGIYIMANA Anicet	P.C	77 703 645	anizigiyimana2002@yahoo.f

				r
16	GAHIRU Denis	P.C	77 733 343	gadenir@yahoo.fr
17	NYAMBERE Elie	P.C	79 997 703	enyambere@yahoo.fr
18	BIGIRIMANA Jean Bosco	P.C	79 177 560	jeanboscob@ymail.com
19	NDAYONGEJE Bernard	P.C	79 969 860	ndayongeieb@yahoo.fr
20	NDIKUMANA Evariste	P.C	78 650 837	Beshu13@yahoo.fr
21	NIZIGIYIMANA Théogène	P.C	79 917 948	nizitheos2000@gmail.com
22	BANDADAZA Parfait	P.C	78 936 336	pabandz@yahoo.fr
23	NTETURUYE Dénis	P.C	76 448 622	ntetudenis25@yahoo.fr
24	SINZINKAYO Thomas	C.P Muyinga	78 651 360	- -
25	MASABO Martin	C.P Ruyigi	78 651 176	-
26	HABIMANA Célestin	C.P Ngozi	79 426 827	-
27	NZEYIMANA Sylvestre	C.P Karusi	78 650 977	nzeysylvestre@yahoo.fr
28	BARINZIGO Jérémie	C.P Mwaro	78 650 994	-
29	NGENDAKURIYO Adronis	C.P Rutana	79 996 797	-
30	NAHISHAKIYE Roger	C.P Gitega	79 414 020	nahishakiyeroget@yahoo.fr
31	NDAYISABA Cyprien	C.P Bururi	79 932 047	ndayicyprien@yahoo.fr
32	NIYIBIZI Gervais	C.M.P.C.	78 650 275	nigerespelfacoda@yahoo.fr
33	NKURIKIYE Agricole	C.P Cibitoke	79 831 655	nkurikagri@yahoo.fr
34	NTIRAMPEBA Emile	C.P. Cankuzo	78 650 288	Emint1215@yahoo.fr
35	HATUNGIMANA Alexis	C.P Bujumbura	78 982 462	ahatungimana@yahoo.fr
36	HAVYARIMANA Vincent	C.P Muramvya	78 650 903	-
37	NDIZEYE Jean Bosco	C.P Kayanza	77 760 384	-
38	HATUNGIMANA Stany	C.P Kirundo	78 651 185	nsabiyumva@yahoo.fr
39	MASABO Léopold	C.P Bubanza	79 954 989	-
40	SALUM Alex	C.P Makamba	76 781 010	-
41	NDAYIZEYE Sylvestre	Gouv. Karusi		
42	NIRAGIRA Jean Berchimans			
43.	CIZA Virginie	Gouv. Rutana	77 079 730	cizavirginie@yahoo.fr
44	NSHIMIRIMANA Cyriaque	Gouv.Ruyigi		
45	KENESE Jacques	Gouv. Bubanza		
46	SINDABAHAGA Petronie	Gouv. Muyinga	78 330 551	sipetronie@yahoo.fr
47	MACUMI Daniel	Cons.Gouv Kdo		nziza2010@yahoo.fr
48	NDARUZANIYE André	Cons.Gouv Mwaro		
49	NDIKUMANA Vianey	Kayanza	77 084 240	
50	TUBIRABE Ruben	Cibitoke	77 732 129	
51	ALI Kassim	Cons Muramvya	79 985 685	
52	NIBIGIRA Gérard	Gitega	79 935 504	
53	NTUNGWANAYO Japhet	Makamba		
54	BAKIZUWURAMVYE Emile	Cons.Gouv.Ngozi	77 706 400	emilewingozi@gmail.com
55	CIZA Philipe	Cons.GouvBuja R	79 570 498	
56	GAPIRU Elias	Gitega	79 935 504	
57	KARA Gaspard	UNICEF	79 955 832	

58	FLORIBERT	Analyste Humanitaire	76 224 333	kubwayezu@un.org
59	NDAYISABA Déo	FMA/PAM		
60	KANEZA Elfrida	PNUD	79 992 417	elfrida.kaneza@undp.org
61	Dr KULIMUSHE H.Iaac	CD ai IMC		
62	BARENGAYABO Léoncie	Point focal IEC/CCC		
63	NDUWARUGIRA Côme	Jeunes ABUBEF	78 957 889	
64	Dr MBUZENAKAMWE	MDRO-US Embassy	79 964 415	mbuzenakamwemjestate.gov
65	RURANKIRIZA Jean Marie	Point Focal Urgence Education	79/76 961499	rurajm@yahoo.fr
66	GUERRA PETRO	Protection des enfants UNICEF		
67	Dr NIMPAGARITSE Théoneste	Pathfinder		tnimpagaritse@esdproj.org
68	JOLIE-Ruth	GIZ Police		
69	NAHOKAMYE Désiré	Directeur de la PV	79 911 276	nahokamyedsr@yahoo.fr
70	Tebid Chrispus	Program Officer		
71	DR.NDARUHUTSE Jérôme	OMS		ndaruhutsej@afro.who.int
72	KARIRENGERA Chista	Coordinatrice Centre Seruka	22250358	centreseruka@gmail.com
73	BINDARIYE Raphaël	OXFAM NOVIB		
74	NIYONIZIGIYE Tharcisse	Pathfinder	79 177 595	tniyonizigiye@esdproj.org
75	GAKOBWA Emma	ASBL Nturengaho		
76	LE SAGESSE Christian	Coopér.Police Française		
77	BWARINKINDI T.	Urgence Epidémiologique		bwarikindi@yahoo.fr
78	Dr. Pascal	Chargé de Programme union Européenne	22223426	Pascal.crepin@eeas.europa.eu
79	FADIMA Soumana	UNOCHA		
80	STALLA Stanley	U. S Embassy		
81	RASOLO N. Nicole	Pathfinder International	79 177 594	nrasolo@esdproj.org
82	SHIRIMPUNDU Yves	KCB		
83	Gén Bde GATERETSE Maurice	MIN.DEF		maurigate@yahoo.fr
84	RIVUZIMANA Mélanie	ABV Buja	78930760	alph012000@yahoo.fr
85	NDIHOKUBWAYO Fabien	Chef du Personnel		
86	IGIRUKWIGOMBA Thèrèse	Rumonge		igitherese@yahoo.fr
87	MUSABARAKIZA J.B	R.L MADRE T		baribata@yahoo.fr
88	ARNOULD Luc	Attaché Déf.Belge		
89	HAVYARIMANA Vincent	Techn.Labo CNTS		
90	NYEREKA André	IFS/MPLS(Santé)		

91	NIMUBONA Alexis	IGEBU	77 737 863	nimbalex@yahoo.fr
92	NIMUBONA Chantal	ABP		
93	NTAKIBIRORA Bède	ABP		
94	NIYONGERE Blandine	Journal Renouveau		
95	KWIZERA Donavine	Journaliste RTNB		
96	NDIHOKUBWAYO Laurent	Journaliste RTNB		
97	NJEJIMANA Elvis	Journaliste RTNB		
98	KAMINA Michel	Journaliste RTNB		
99	GAHUNGU Joseph	Journaliste Bonesha		
100	NDAYIZEYE Faustin	Journaliste		
101	BIZOZA Egide	Journaliste		

Fin

